

ENQUETE PUBLIQUE

**Relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac
sur le territoire de la commune de**

JOINVILLE-LE-PONT

(Val-de-Marne)



Figure 1 : L'île Fanac à Joinville-le-Pont

RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE

DU JEUDI 24 OCTOBRE AU LUNDI 25 NOVEMBRE 2019

RAPPORT - AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

**MANUEL GUILLAMO
COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

DECEMBRE 2019



SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'ENQUETE	6	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1 OBJET DE L'ENQUETE :	7	
1.2 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	7	
1.3 CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE :	9	
1.4 NATURE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET :	16	
1.4.1 Présentation du projet :	8	
1.4.2 Historique en dates du projet de classement :		Erreur ! Signet non défini.
1.4.3 Historique en chiffres du projet de classement :		Erreur ! Signet non défini.
1.4.4 Les critères de classement :	11	
1.4.5 L'argumentaire du classement :	12	
1.4.6 Proposition de périmètre :	13	
1.4.7 Effets de classement :	13	
2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE	23	
2.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.2 PREPARATION DE L'ENQUETE:		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.2.1 Contacts avec la DRIEE de l'Île de France :		Erreur ! Signet non défini.
2.2.2 Visite des lieux :		Erreur ! Signet non défini.
2.3 DECISION DE PROCEDER A L'ENQUETE	24	
2.4 MESURES DE PUBLICITE		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.5 COMPOSITION DU DOSSIER.....		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.6 CONSULTATION DU CONSEIL MUNICIPAL.....		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.7 MODALITES DE CONSULTATION DU PUBLIC		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.8 CLOTURE DE L'ENQUETE		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.9 RECEPTION DES REGISTRES D'ENQUETE.....	21	
2.10 AMBIANCE DE L'ENQUETE.....	22	
2.11 AUDITION DU DEMANDEUR.....	22	
2.12 PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS.....	22	
2.13 MEMOIRE EN REPONSE.....	22	
3. ANALYSE DES OBSERVATIONS ET COURRIERS RECUEILLIS	23	
3.1 BILAN COMPTABLE :	24	
3.2 SYNTHESE DES OBSERVATIONS.....	25	
3.2.1 Récapitulatif des observations sur le registre en mairie :	25	
3.2.2 Observations écrites :	25	
3.3 QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :	32	
4. OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	33	
4.1 OBSERVATIONS RELATIVES AU DOSSIER.....	34	
4.2 OBSERVATIONS RELATIVES A L'ENQUETE.....	34	

**5. CONCLUSION MOTIVEE DU COMMISSAIRE ENQUETEURERREUR ! SIGNET
NON DEFINI.**

5.1 PREAMBULE.....	36
5.2 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	36
5.3 CONCLUSION MOTIVEE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	36



Abréviations

ABF : Architecte des Bâtiments de France

CAOA : Conservateurs départementaux des Antiquités et Objets d'Art

CDSPP : Commission Départementale des Sites Perspectives et Paysages

CEGDD : Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable

CNPA : Commission nationale du patrimoine et de l'architecture

CNPS : Commission de la Nature et de Protection des Sites

CRPA : Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture

DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles

DREAL : Direction Régionale de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement

DRIEE : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie

SNM : Société Nautique de la Marne

UDAP : Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Val-de-Marne

Liste des Annexes

(Les annexes font partie intégrante du rapport)

Annexe 1 : Décision du tribunal administratif.

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30 septembre 2019.

Annexe 3 : Délibération municipale du 16 octobre 2018.

Annexe 4 : Accords des propriétaires privés.

Annexe 5 : 5 extraits du plan cadastral (parcelles 1, 19, 41, 213, 215 et 216).

Annexe 6 : 1° insertion dans les journaux.

Annexe 7 : 2° insertion dans les journaux.

Annexe 8 : Certificat d’affichage.

Annexe 9 : Procès-verbal de synthèse.



1.PRESENTATION de L'ENQUETE

1.1 Objet de l'enquête :

La présente enquête publique porte sur le projet d' :

Extension du site classé de l'île Fanac sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) sur une surface totale de 4 349 m² (parcelles 1, 19, 41, 213, 215 et 216.)



Figure 2 : Localisation de l'île Fanac à Joinville-le-Pont

1.2 Identification du demandeur :

Monsieur le préfet du Val-de-Marne (lettre au Maire de Joinville-le Pont du 25 septembre 2018).

1.3 Cadre légal et réglementaire :

La présente enquête est de type environnemental, donc régie par le code de l'Environnement articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants et plus précisément les articles L 341-1 et suivants, R 341-1 et suivants (inventaires et classements) et le chapitre III du titre II du livre 1^{er}.

Art L 341-1 : modifié par la LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 168

« Il est établi dans chaque département une liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Après l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier, l'inscription sur la liste est prononcée par arrêté du ministre chargé des sites et, en Corse, par délibération de l'Assemblée de Corse après avis du représentant de l'Etat.

L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention. »

NOTA : Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

1.4 Nature et caractéristiques du projet :

1.4.1 Présentation du projet

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) propose de mettre en cohérence la protection du site de l'île de Fanac partiellement classée en 1965 et de classer les 6 dernières parcelles où l'intérêt paysager ou historique est manifeste.

La superficie du périmètre modifié passe de 55,651 ha à 60 ha. L'extension du classement étant de nature à modifier l'économie générale du projet, nécessite une enquête publique pour obtenir notamment l'avis des propriétaires

Ce projet constitue un **des objectifs du plan de gestion des bords de Marne**. Il s'inscrit dans une dynamique de protection et de valorisation des paysages val-de-marnais dans une démarche cohérente, initiée notamment par le classement de l'île Fanac en 1965. Il vise à préserver la continuité paysagère de Marne Confluence. Il permet à l'administration de mettre la gestion de la totalité de l'île au même niveau.

L'île Fanac est une langue de terre très allongée, sensiblement orientée nord-sud, qui mesure environ 600 mètres de long et 100 mètres de large. Elle est reliée aux rives de la Marne par le pont de Joinville-le-Pont qui s'appuie sur sa pointe sud.

Elle a été divisée en un parcellaire assez petit qui comporte 53 lots, bâtis de petits pavillons sans intérêt architectural particulier. Ils sont pour la plupart peu importants et visibles surtout à la saison d'hiver. La pointe sud de l'île, accessible depuis le pont est aménagée en jardin public avec arbres et pelouses. Dans la partie nord on trouve de petits jardins bien entretenus plantés d'arbres fruitiers et de fleurs à la belle saison, mais la pointe nord n'est pas accessible. Dans la partie ouest se situent les arbres de haute tige : ormes, peupliers d'Italie, etc... Les berges praticables aux bateaux, bordées en majeure partie de haies vives taillées, sont également plantées d'espèces diverses.

L'île Fanac est une des îles habitées de la Marne francilienne, dont le l'aspect pittoresque a motivé sa protection en 1965. Des restaurants et guinguettes ont été construits au XIX^e siècle. Elle constitue un de sites les plus emblématiques des bords de Marne. Elle présente un intérêt paysager majeur. Ce patrimoine exceptionnel expose un cadre de vie des habitants et un paysage de haute qualité.

1.4.2 Historique en dates du projet de classement :

Par délibération en date du 17 avril 1964, le conseil municipal de Joinville-le-Pont décide d'implanter sur l'île Fanac un centre sportif et une maison des jeunes. Ce projet, outre qu'il aurait défiguré le site, aurait entraîné de nombreuses expropriations. Un comité de défense est alors créé et défend avec virulence une demande de protection du site au titre de la loi de 1930.

L'examen du dossier de protection¹ qui comporte des plans et les réponses -positives- de la majorité des copropriétaires ainsi que l'arrêté, complété par la section permanente de la *Commission des Sites, Perspectives et Paysages* (CDSPP) du département de la Seine en séance du 28 juillet 1965 permet de comprendre que le classement a été souhaité dans un contexte de protection plus global des bords de Marne. L'objectif poursuivi par le ministère des Affaires culturelles en charge des sites qui a réussi à obtenir l'accord écrit de la majorité des propriétaires, fut de classer les parcelles correspondantes et de laisser inscrites les parcelles dont les propriétaires n'avaient pas répondu. En effet, on ne trouve trace dans le dossier d'aucune proposition formellement écrite à ce projet de classement : par ailleurs, la teneur du compte-rendu de la commission départementale des sites, l'absence de saisine de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysage et le double arrêté de classement et d'inscription du 3 septembre 1965 (tout cela en moins de deux mois entre la CDSPP et la signature de l'arrêté ministériel), laissent penser que la protection a été souhaitée rapide et que l'administration préférerait ne pas classer l'île en totalité plutôt que de passer par un décret qui aurait pris plus de temps.

L'île Fanac a donc été protégée par arrêté du 3 septembre 1965 d'une part par classement pour la majorité de l'île, d'autre part par l'inscription de quelques parcelles qui sont :

- Section D : n° 19 (square, propriété communale)
n° 8 et 9 (société nautique)
- Section B : n° 41 (privé)
n° 70 (privé) - cf. annexe 3-.

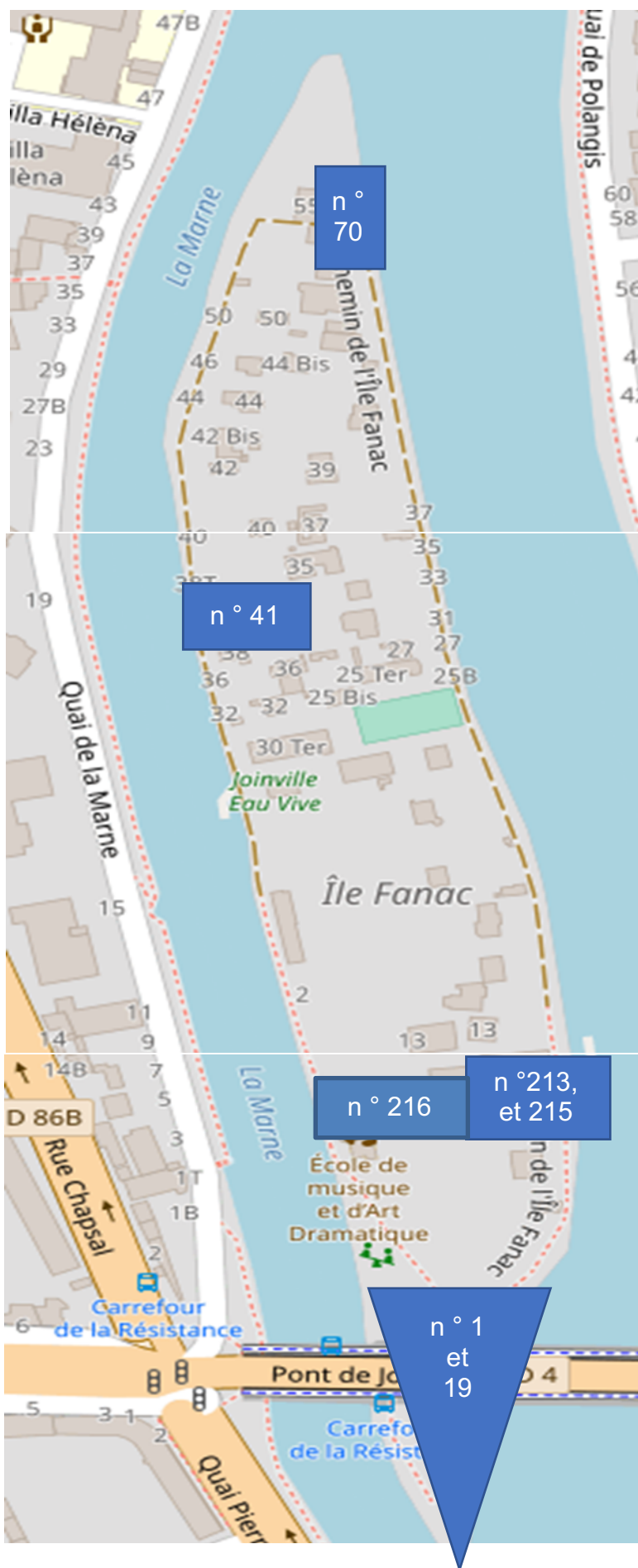
1.4.3 Historique en chiffres du projet de classement :

Le cadastre a été révisé depuis 1965 et certaines parcelles ne portent plus les mêmes numéros :

- La parcelle n°19, section D a été divisée : elle a été remplacée par les parcelles n°1 et 9 qui sont toujours propriété communale ;
- Les parcelles n°8 et 9, section D, partiellement divisées correspondent aux parcelles 213,215 et 216 ;
- Les parcelles cadastrées 41 et 70 n'ont pas changé de numéro sur les documents. Mais la parcelle 70 n'a plus d'existence physique (peut-être s'agissait-il d'un petit bassin).

La cartographie détaillée de ce parcellaire est la suivante :

¹ MEEN-AN-boîte 2014-112241/B003.



Les parcelles inscrites à classer figurent dans le tableau suivant (cf. annexe 3) :

N° section cadastrale	N° parcelle	Surface	Caractéristiques	Propriétaire
Section D	1	1371 m2	Jardin public	Commune
Section D	9	960 m2	Jardin public	Commune
Section B	41	48 m2	Maison	M. Savajols
Section D	213	240 m2	Maison	M. Libert
Section D	216	380 m2	Hangar	M. Libert
Section D	215	1350 m2	Bâtiment SNM	Commune

Tableau 1 : Parcelles inscrites à classer

Une question se pose cependant qu'elle est le numéro de la parcelle à l'aplomb du pont de Joinville entre la parcelle n°1 et n°19 ?

1.4.4 Les critères de classement :

- Sauvegarde du patrimoine historique : préserver l'aspect pittoresque d'anciens restaurants et guinguettes construits au XIX°. Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique. Aujourd'hui, la protection au titre des monuments historiques, telle que prévue par le livre VI du Code du patrimoine, reprenant notamment, pour l'essentiel, les dispositions de la célèbre loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, constitue une servitude de droit public.

Les dossiers de demande de protection (article L.341-10 du code de l'environnement) sont instruits par les services déconcentrés de l'État (directions régionales des Affaires culturelles – DRAC - et conservateurs départementaux des antiquités et objets d'art - CAO), puis soumis pour avis à la commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA). Ils peuvent ensuite, le cas échéant, être présentés à la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA), en vue d'un « classement ». La décision de classement fait l'objet d'un arrêté ministériel ou d'un décret en conseil d'État, la décision d'inscription d'un immeuble d'un arrêté du préfet de région, celle d'un objet mobilier d'un arrêté du préfet de département.

Ces protections juridiques ouvrent la possibilité, sous certaines conditions, pour les propriétaires, de pouvoir obtenir l'accompagnement technique et scientifique et les aides financières du ministère de la Culture ainsi que de différentes collectivités territoriales ainsi que du mécénat pour le financement des opérations d'études et de travaux. La protection ouvre également droit, dans certains cas, à des déductions fiscales.

- Sauvegarde du patrimoine naturel : la loi du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages institue un inventaire du patrimoine naturel. L'article L. 411-1 A.-I précise le champ concerné par l'inventaire. *L'inventaire du patrimoine naturel est institué pour l'ensemble du territoire national terrestre, fluvial et marin. On entend par inventaire du patrimoine naturel,*

l'inventaire des richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, pédologiques, minéralogiques et paléontologiques.

Le patrimoine forme une des composantes du paysage et scelle la cohérence et l'harmonie du site.

- Paysages remarquables : ils reflètent l'histoire de l'île Fanac et traduisent des expressions paysagères remarquables.

1.4.5 L'argumentaire du classement :

L'île Fanac constitue une entité. Elle est de petite superficie (60 hectares). Par le classement/inscription de 1965, c'est sa protection totale qui avait été souhaitée, mais compte tenu du risque de dénaturation imminent, l'administration avait privilégiée la rapidité de procédure ; plutôt que d'allonger les délais en insistant auprès des propriétaires qui n'avaient pas répondu à la demande d'accord de l'administration, une simple inscription des parcelles correspondantes avait été préférée. Nul doute que dans l'esprit du législateur, ces parcelles inscrites à l'inventaire des sites avaient vocation à être classées un jour comme le reste de l'île.

Aujourd'hui, il paraît important de mettre en cohérence la protection du site sur des parcelles où l'intérêt paysager (pour les parcelles 1 et 19, communales) ou historique (pour les parcelles 213, 215 et 216) est manifeste. La gestion de tout l'ensemble de l'île doit être de même niveau, y compris pour la petite parcelle n°41.

Cette exigence d'une protection plus forte se justifie d'autant plus que des tentatives de projets de qualité médiocre ont pu voir le jour ces derniers temps, risquant de dénaturer la qualité du site sur ces parcelles à haute valeur patrimoniale et paysagère.



Figure 3 : Travaux de renforcement des berges de l'île Fanac côté Grand Bras à Joinville-le-Pont

1.4.6 Proposition de périmètre

Afin de démontrer l'intérêt de l'extension de sa protection au titre des sites et définir le périmètre il convient de :

- Préserver les caractères historiques et pittoresques du paysage ;
- Répondre aux enjeux paysagers ;
- Renforcer la cohérence territoriale.

1.4.7 Effets de classement

La conséquence du classement est de soumettre à autorisation toute modification de l'état ou de l'aspect du site. Tous les projets d'inscrivant en tout ou partie dans le périmètre du site seront soumis à la procédure d'autorisation de travaux en site classé.

L'autorisation spéciale de travaux est délivrée selon les cas par le préfet ou par le ministère chargé des sites, après instruction locale du Service *nature, paysage et ressources* de la DRIEE de l'Île de France (12, cours Lumière 94307 Vincennes) et de l'Architecte des Bâtiments de France et avis de la CNPS.

Ne sont pas concernés par ce régime d'autorisation les travaux d'entretien courant, sans modification d'aspect, les coupes d'entretien forestier pour le bois de chauffage notamment les affouages en forêt publique.

Sont strictement interdits : la publicité sous toutes ses formes, le camping et le stationnement des caravanes, la création de nouvelles lignes aériennes téléphoniques et électriques de moins de 19 kV.

2.ORGANISATION et DEROULEMENT de L'ENQUETE

2.1 Désignation du commissaire enquêteur :

Par décision N° E 19000121/77 du 1^{er} août 2019, Madame la vice-présidente du Tribunal de Melun, désigne M. GUILLAMO Manuel en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique relative au projet de :

Extension du site classé de l'île Fanac sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Une copie de cette décision figure en annexe 1.

2.2 Préparation de l'enquête :

2.2.1 Contacts avec la DRIEE, la mairie et la préfecture

Après plusieurs contacts téléphoniques, une réunion préparatoire au déroulement de l'enquête s'est tenue le mercredi 4 septembre 2019 à la mairie de Joinville-le Pont.

Y participèrent :

- Madame Joëlle WEILL, du Service *Nature, paysage et ressources* de la DRIEE.
- Le commissaire enquêteur, Manuel GUILLAMO.

Les principales caractéristiques de cette enquête ont été présentées et commentées. La visite s'est déroulée sur l'île Fanac dont l'extension du site classé la modification est proposée dans cette enquête.

Le dossier d'enquête pour la Mairie et le registre d'observations ont été paraphés par le commissaire enquêteur au premier jour de l'enquête, soit le 24 octobre 2019.

- Au cours de chacune des trois permanences des questions ou demandes de documents complémentaires ont pu être formulées soit auprès de Monsieur Clément LEROY, responsable du projet, chef des services généraux de la ville de Joinville-le-Pont.
- soit auprès de Madame Josiane BURON des services généraux de la ville de Joinville-le-Pont .

Une seconde réunion a eu lieu le 5 septembre 2019 avec monsieur Clément LEROY, directeur des services de la ville de Joinville-le-Pont.

Y participèrent :

- Monsieur Clément LEROY chef des services généraux à la mairie de Joinville-le-Pont.
- Le commissaire enquêteur, Monsieur Manuel GUILLAMO.

Le chef des services généraux a souligné l'intérêt patrimonial de cette extension du site classé pour la commune de Joinville-le-Pont, que des projets de qualité médiocre s'étaient déjà manifesté ces derniers temps, risquant de dénaturer la qualité du site sur ces parcelles à haute valeur patrimoniale et paysagère.

Une troisième réunion a eu lieu le 10 septembre 2019 à la préfecture du Val-de-Marne organisatrice de l'enquête publique.

Y participèrent :

- Madame Alexandra CALIXTE, du bureau *Environnement et des procédures d'utilité publique* de la préfecture du Val-de-Marne.
- Le commissaire enquêteur, Monsieur Manuel GUILLAMO.

2.2.2 Visite des lieux

La visite des lieux a eu lieu avec le Maître d'ouvrage, Madame Joëlle WEILL, du Service *Nature, paysage et ressources* de la DRIEE, le mercredi 4 septembre 2019.

Y participèrent :

- Madame Joëlle WEILL, inspectrice des sites à la DRIEE,
- Le commissaire enquêteur, Manuel GUILLAMO.

Une autre visite a eu lieu le 25 novembre, en fin d'enquête, afin de visualiser les lieux ayant fait l'objet d'observations.

2.3 Décision de procéder à l'enquête :

Le Préfet du Val-de-Marne a fait publier le 30 septembre 2019, l'arrêté N° 2019/3044 prescrivant l'extension du site classé de l'île Fanac sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) (cf. annexe 2).

- *« Qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'extension du site classé de l'île Fanac pour une durée de 31 jours consécutifs du mardi 8 octobre 2019 au jeudi 7 novembre 2019 inclus ».*

(article 1)

« Que Monsieur Manuel GUILLAMO a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision n° E 19000121/77 du 1° août 2019 du tribunal administratif de Melun ».

(article 2)

- *« Que durant toute la durée de l'enquête publique, le dossier de l'extension du site classé de l'île Fanac, ainsi qu'un registre seront déposés à la mairie de Joinville-le-Pont, afin que chacun puisse en prendre connaissance et apporter ses observations.*

Les observations éventuelles pourront être consignées sur le registre d'enquête ou être adressées, en mairie, par lettre recommandée, au commissaire enquêteur : Hôtel de Ville, 23, rue de Paris 94340 JOINVILLE-LE-PONT. Ces courriers seront annexés au registre d'enquête.

Ces documents seront consultables en mairie, aux jours et heures habituelles d'ouverture :

les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 h 00 à 18 h 00

le mercredi de 8 h 30 à 12 h 00

et le samedi vendredi de 9 h 00 à 12 h00 »

(article 3)

- *« que le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour information et recevoir les observations, en mairie, aux jours et heures suivants :*

- jeudi 24 octobre 2019 (9 h 00-12 h 00)

- samedi 16 novembre 2019 (9 h 00-12h 00)

- lundi 25 novembre 2019 (14 h 00-17 h 00) »

(article 4).

- « qu'à l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1er, le registre sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur rencontrera dans la huitaine le porteur de projet et lui communiquera ses observations dans un procès-verbal de synthèse. Le porteur de projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées. »

(article 5)

- « qu'une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera adressée au Préfet du département du Val-de-Marne et à Madame la Présidente du tribunal administratif de Melun.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre de la loi du 17 juillet 1978. »

(article 6)

- « qu'à l'issue de la procédure d'enquête, et au vu du rapport du commissaire enquêteur le projet d'extension du site classé de l'île Fanac, sera soumis au conseil municipal pour approbation. »

(article 7).

- « que toute information complémentaire peut être demandée auprès de Madame Joëlle WEILL, inspectrice des sites à la DRIEE responsable du projet. »

(article 8)

- « qu'un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Ces mesures de publicité seront justifiées sur par un certificat du Maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde. »

(article 9)

- « qu'ampliation du présent arrêté sera transmise à :
 - Monsieur le Maire de Joinville-le-Pont,
 - Madame la Présidente du Tribunal administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle, Case postale 8360, 77008 Melun Cedex
 - M. GUILLAMO Manuel, commissaire enquêteur »

(article 10).

2.4 Mesures de publicité

2.4.1 Les affichages légaux

L'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement a été publié au J.O. du 4 Mai 2012. Cet article est applicable depuis le 1er juin 2012.

J'observe que l'édition de l'affiche est conforme en texte format et couleur à l'arrêté du 24 avril 2012 du Ministère de l'environnement.

Ces affichages ont été effectués :

- panneau métamorphose
 - entrée de l'Hôtel de Ville
 - Sur le site l'île Fanac
- (cf. annexe 8)

2.4.2 Les parutions dans les journaux

S'agissant de l'organisation de cette enquête une première parution a eu lieu :

- Le vendredi 4 octobre 2019 dans « *Les Echos Légal* » (annexe 6)
- Le vendredi 4 octobre 2019 dans « *Le Parisien-édition 94* » (annexe 6)

Soit plus de 15 jours avant le début de l'enquête fixé au lundi 1^{er} octobre 2019.

Une seconde parution a eu lieu :

- Le mardi 29 octobre 2019 dans « *Les Echos Légal* » (annexe 7)
- Le mardi 29 octobre 2019 dans « *Le Parisien-édition 94* » (annexe 7)

Soit dans les 8 premiers jours ayant suivi le début de l'enquête publique.

Le certificat d'affichage de Monsieur le Maire de Joinville-le-Pont en date du 27 novembre 2019 est joint en annexe 8.

Ainsi les mesures de publicité ont respecté la réglementation en vigueur.

2.4.3 Les autres mesures de publicité

D'autres moyens pour faire connaître l'enquête ont été portés à notre connaissance.

La publicité de l'enquête a été faite :

- sur le site de Joinville-le-Pont et de la préfecture du Val de Marne.

- Le jeudi 24 octobre 2019 dans la version numérique du « *Le Parisien-édition 94* » <http://m.leparisien.fr/joinville-94110/joinville-enquete-publique-pour-realiser-un-immeuble-31-01-2016-5502513.php>.

Toute information relative au projet pouvait être demandée auprès de la responsable du projet :

joelle.weill@developpement-durable.gouv.fr.

2.5 Composition du dossier

Le dossier soumis à enquête comprend les 10 pièces suivantes :

- Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30 septembre 2019 prescrivant l'enquête publique.
- Périmètre général du site plan au 1/25 000.
- Dossier d'extension de classement incluant :
 - Pièce n° 1 : Localisation
 - Pièce n° 2 : La protection actuelle : ses origines
 - Pièce n° 3 : Les parcelles inscrites, à classer
 - Pièce n° 4 : Eléments historiques
 - Pièce n° 5 : Motifs de la proposition d'extension
 - Pièce n° 6 : Nouvelles limites du site
- Registre d'enquête publique cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier ont été paraphées par le commissaire enquêteur lors de sa première permanence.

1.6 Documents complémentaires demandés et/ou mis à la disposition du Commissaire enquêteur :

Il s'agit essentiellement des documents suivants :

- Plan de ville
- Extrait du plan cadastral (cf. annexe 5).
- Approbation de l'extension du site classé de l'île Fanac.
- Modèle d'affiche normalisée.
- Liste des emplacements des affiches. (cf. annexe 8).

- Copie de la délibération du conseil municipal de la ville de Joinville-le-Pont du 12 novembre 2015 autorisant le Maire à mener la procédure d'extension du site classé de l'île Fanac. (cf. annexe 3).

2.6 Consultation du Conseil municipal

Conformément à l'article R 341-1 du code de l'environnement, le préfet communique la proposition d'inscription à l'Inventaire des sites et monuments naturels, pour avis du conseil municipal, au maire de la commune dont le territoire est concerné par ce projet en l'espèce Joinville-le-Pont. Si le maire ne fait pas connaître au préfet la réponse du conseil municipal dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'avis, cette réponse est réputée favorable. Ce n'est pas le cas en l'espèce.

Le Préfet du Val-de-Marne a adressé à la commune de Joinville-le-Pont un courrier le 25 septembre 2018 afin que le conseil municipal délibère.

Le conseil municipal de Joinville-le-Pont a délibéré le 16 octobre 2018. L'avis rendu a été favorable (cf. annexe 3).

2.7 Modalités de consultation du public

La durée de l'enquête prévue du jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre 2019 inclus a été respectée. Il a été convenu d'assurer trois permanences conformément à l'article 4 de l'arrêté de M. le préfet.

En compatibilité avec les horaires habituels de la mairie des permanences ont été fixées aux dates et horaires ci-dessous, comportant le premier et le dernier jour de l'enquête, avec une permanence intermédiaire (samedi matin). Le commissaire enquêteur devant recevoir le public :

En l'Hôtel de Ville de Joinville-le-Pont , 23, rue de Paris :

- le jeudi 24 octobre 2019 (9 h 00 -12 h 00)
- le samedi 16 novembre 2019 (9 h 00 -12h00)
- le lundi 25 novembre 2019 (14 h 00 -17 h00)

dans la salle d'accueil de l'Hôtel de Ville.

Lors de la 1ère permanence

du jeudi 24 octobre 2019 de 9 heures à 12 heures

Trois personnes se sont manifestées : M. Clément LEROY (directeur des services de la ville de Joinville) et Mmes Aurélie PARRA service de l'urbanisme de la ville) et Joëlle WEILL (DRIEE) .

Lors de la seconde permanence

du samedi 16 novembre 2019 de 9 h à 12 heures.

6 personnes se sont présentées à la permanence et rédigé les observations

Nos 1 à 6, pages 3 et 4 du registre :

- Observation n°1 de M. Jean-Louis ESTEVE.
- Observation n°2 de Mme Geneviève AITKEN.
- Observation n°3 de M. Jean-Eudes FONTAN.
- Observation n°4 de Mme Patricia LE GONIDEC.
- Observation n°5 de M. Nicola GABORIEAU.
- Observation n°6 de Mme Véronique KAGERMAN.

Lors de la troisième permanence (correspondant à la fin de l'enquête)
du lundi 25 novembre 2019 de 14 h à 17h :

4 personnes se sont manifestées dont 2 élus. No 7 pages 6 et 7 du registre

- Observation n°7 de Mme Georges SEROR.

2.8 Clôture de l'enquête

Le commissaire enquêteur a procédé à la clôture des registres d'enquête lors de la réception de ceux-ci.

2.9 Réception des registres d'enquête

L'enquête se terminant avec la troisième permanence, je suis reparti avec le registre d'observations et le dossier d'enquête de la Mairie mis à disposition du public. J'ai aussitôt procédé à la clôture des registres conformément aux stipulations de l'article R.123-18-1er alinéa du Code de l'environnement et à l'arrêté du Maire.

L'ensemble du dossier et de son registre avec ses documents annexés sont joints au présent rapport remis en mairie.

2.10 Ambiance de l'enquête

Il convient de noter que l'enquête s'est déroulée sans aucun incident. L'ambiance a été très sereine. La participation très faible peut s'expliquer par le faible nombre de propriétaires privés (parcelles 41, 213 et 216) concernés par l'extension du classement.

2.11 Audition du demandeur

Il y a eu audition du maître d'ouvrage (DRIEE Service Nature paysage et ressources) au début de l'enquête et il a été constamment mis au courant du déroulement de l'enquête.

M. le maire de Joinville-le-Pont , M. Olivier DOSNE, m'a accordé un long entretien le 25 novembre.

2.12 Procès-verbal de synthèse des observations

Comme indiqué ci-dessus, la remise en mains propres du procès-verbal de synthèse qui a eu lieu le 2 décembre 2019, - Conformément aux dispositions de l'article R.123-18-2èmealinéa du code de l'environnement- a valu réunion de pré-synthèse (cf. annexe 9).

A assisté à cette réunion de remise du procès-verbal de synthèse :

- Madame Joëlle WEILL, inspectrice des sites à la DRIEE (*Service nature paysage et sites*, 12 Cours Louis Lumière 94307 Vincennes),
- Le commissaire enquêteur, Manuel GUILLAMO.

Cette remise a donné lieu à diverses explications provisoires sur les observations formulées, lesquelles ne se substituent pas au mémoire en réponse proprement dit.

Le Procès-verbal de synthèse (en annexe 9) a donc fait l'objet d'une remise en mains propres et signé en double exemplaire par le commissaire enquêteur et par le Maire Adjoint sus nommé représentant Monsieur le maire.

Aucune autre rencontre n'a eu lieu avec le Maire.

A la suite, Il n'y a pas eu de réunion de synthèse au sens strict.

2.13 Mémoire en réponse

Les réponses du maître d'ouvrage (DRIEE) et de la ville de Joinville-le-Pont ont été intégralement reprises sous les observations du public.

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

3.1 Bilan comptable

Au total :

Le registre mis à disposition du public en Mairie de Joinville-le-Pont comporte 7 observations écrites numérotées de 01 à 07. Aucune observation sur le registre dématérialisé de la Préfecture.

Au total 12 personnes se sont présentées au cours des 3 permanences (seulement la moitié a rédigé des observations écrites).

Le tableau ci-après récapitule les 10 thèmes évoqués :

THEMES	T1 : avantages /inconvénients	T2 : entretien berges	T3 : entretien chemin	T4 : Elagage des arbres	T5 : panneaux
Total Observations	2	2	2	2	1
Observations concernées	1°-5°-7°	1°-5°-7°	1°-2°-7°	4°-5°-7°	2°-7°
Rang	1°	1°	1°	1°	5°
THEMES	T6 : chambres à mines	T7 : marchepied	T8 : réseaux	T9 : qualité paysagère	T10 : hygiène et sécurité
Total Observations	1	1	1	1	1
Observations concernées	2°	5°-	2°-	6°	7°
Rang	6°	6°	6°	6°	6°

3.2 Récapitulatif des observations écrites et courriers recueillis aux registres au 25 novembre 2019 :

3.2.1 Récapitulatif des observations écrites ou courriers recueillis au registre de la Mairie

3.1.1.1 Remarques préliminaires :

Toutes les observations sont entièrement reprises et intégrées au procès-verbal de synthèse, commentés par le Maire maître d'ouvrage et font l'objet d'une appréciation du commissaire enquêteur.

3.2.1.2 Observations proprement dites

Observation n°1	16 novembre 2019
------------------------	-------------------------

M. Jean-Louis ESTEVE (parcelle 66) 47 chemin de l'île Fanac 94340 Joinville-le-Pont.

« Quelles sont les contraintes générées par le classement ? »

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Toute modification de l'état ou de l'aspect d'un site classé doit faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale (Article L.341-10 du code de l'environnement). L'instruction de cette demande relèvera soit du préfet, après avis de l'architecte des bâtiments de France, soit du ministre en charge des sites après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le niveau de décision dépend de l'importance des travaux, tout étant prévu par les codes de l'urbanisme et de l'environnement.

Par exemple, ce qui relève d'une déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, ou la pose/modification d'une clôture, dépend du niveau préfectoral et le délai est court (2 mois) ; tous les permis (de démolir, d'aménager, de construire), relèvent quant à eux d'une décision ministérielle (délai : 8 mois au-delà desquels silence vaut rejet). Grâce aux échanges avec l'inspection régionale des sites et l'ABF et à leurs préconisations, cette procédure d'autorisation spéciale permet de garantir le maintien des caractéristiques du site classé, qui en font la valeur paysagère.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Les demandes formulées par les riverains sont essentiellement motivées par une volonté de préservation légitime à long terme des espaces non-bâtis de la commune dans un contexte de forte pression foncière. Si ces parcelles présentent un intérêt paysager du fait de leur position sur les berges de la Marne et de leur caractère mixte, mêlant jardins familiaux, végétation fluviale etc...leur lisibilité est limitée, en arrière d'un front bâti peu qualitatif le long des berges. De plus, leur topographie très plane les rend peu perceptibles depuis les quais.

Observation n°2**16 novembre 2019**

Mme Geneviève AITKEN, (parcelle 57) 39 chemin de l'île Fanac 94340 Joinville-le-Pont.

« Nous demandons :

1/ la mise en place de 2 panneaux :

a) au pied du pont avec le logo « site classé » pour annoncer le lieu ;

b) au niveau des habitations : respect du chemin, entretien par les riverains, calme, pas de circulation en vélo de chaque côté ;

2/ devenir du bâtiment (angle passage des moines) où sera logé le local technique pour l'assainissement) ? ;

3/ statut juridique du chemin de servitude ?

4/ occupation du domaine fluvial par les bâtiments sportifs (aviron et kayak). Interdiction d'accès à tout promeneur ?

5/ après assainissement réfection du chemin de ceinture avec une grave ;

6/ bâtiment de musique (parcelle 12) réfection de l'escalier avec balustrade. Poteaux de clôture qui s'écroulent ;

7/ harmonisation de la signalétique de l'île (boîte à livres, indications des clubs) ;

8/ clôture en bois pour containers (poubelles).»

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

1) Il existait il y a 10 ans un panneau d'accueil, en bois, au bas des escaliers, qui permettait de savoir que le site était classé. Il fut remplacé par divers panneaux hétéroclites d'informations diverses (prescriptifs, directionnels...), qui finissaient par encombrer l'espace ; l'information précisant que le site était classé avait disparu. Ces divers panneaux ont été enfin enlevés à la fin de l'été 2019, dans l'optique de les remplacer par un panneau unique indiquant le classement du site, comportant quelques informations culturelles sur l'île ainsi qu'un plan simplifié et des informations pratiques. Ce panneau doit être conçu par les services de la ville, en lien avec la DRIEE, l'ABF et le Comité des habitants. Il doit faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale qui sera de niveau déconcentré. Le maître d'ouvrage appelle de ses vœux la réalisation de ce panneau au plus vite.

2) Le devenir de ce bâtiment est à voir avec l'EPT Paris-Est Marne et Bois, en charge des travaux d'assainissement, et/ou la Ville. Il est prévu de l'utiliser comme local technique, et de le réhabiliter. La réhabilitation devra faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale pour travaux modifiant l'aspect du site classé (art. L.341-10 du code de l'environnement).

3) Cette question n'est pas en lien avec le statut de « site classé ».

Réponse de la Ville : le chemin qui entoure l'île est frappé d'une servitude de marchepied. Les propriétaires doivent avoir dans leur acte de vente mention de cette servitude.

Commentaires du maître d'ouvrage : cette servitude de marchepied se situe sur les terrains privés de chaque propriétaire. Aujourd'hui, la ville entretient, par tradition, le chemin périphérique constitué par ces servitudes contiguës, car il est ouvert au public.

Mais il conviendrait à l'avenir qu'une convention soit passée entre la Ville et les propriétaires afin d'assurer la pérennité à long terme de cette promenade, et de clarifier les questions de responsabilité en cas d'accident.

4) Cette question, comme la précédente, n'est pas en lien avec le statut « site classé ». Elle est à poser à VNF et à la Ville.

Réponse de la Ville : cette question est peu compréhensible, car aucun bâtiment sportif sur l'île n'empêche les promeneurs de passer.

5) Les travaux d'assainissement n'ont pas fait l'objet d'une demande d'autorisation spéciale, ce qui aurait dû être fait. La remise en état, et en l'occurrence le choix de la grave (granulométrie, couleur), doit être effectuée dans le cadre réglementaire (demande d'autorisation). L'ABF et l'inspecteur des sites donneront alors leurs préconisations, afin de respecter le caractère du site tout en tenant compte des usages des riverains.

6) L'inspection des sites souhaite également la remise en état de ce bâtiment, dont la présentation actuelle nuit à l'image du site. Toutefois, un dossier de demande d'autorisation spéciale « site classé » devra être constitué (permis de construire, sans doute).

Réponse de la Ville : Cette opération est prévue au budget 2020.

7) L'harmonisation de la signalétique est également souhaitée depuis longtemps par l'inspection des sites et l'ABF. Là aussi, une demande d'autorisation spéciale devra être faite ; elle sera de niveau déconcentré (pose de mobilier urbain : article R.421-25 du code de l'urbanisme)

Réponse de la Ville : « nous avons bien noté cette demande et nous y souscrivons. » Néanmoins, la ville attend d'avoir des disponibilités pour mettre en œuvre cette signalétique.

8) Mêmes réponses du maître d'ouvrage et de la Ville que pour la question 7

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Mme Geneviève AITKEN préside l'association des riverains de l'île Fanac (Comité de l'île Fanac) son observation constitue une bonne synthèse des demandes des riverains.

Je note avec satisfaction que la ville va continuer à entretenir le chemin périphérique de l'île Fanac, constitué par ces servitudes contiguës, car il est ouvert au public. Il faut rappeler en préambule que le classement d'un site répond à des critères et des exigences précisées dans le code de l'Environnement (article L.341-10 du code de l'environnement). La mise en place de cette servitude doit répondre à la démonstration de son utilité publique. Par ailleurs la propriété publique de certaines parcelles et bâtiments conforte la reconnaissance de la valeur de ce patrimoine mais également engage les collectivités sur des modalités de gestion et de préservation des attributs d'utilité publique.....

La remise en état de l'assainissement, et en l'occurrence le choix de la grave (granulométrie, couleur), doit être effectuée dans le cadre réglementaire (demande d'autorisation de l'EPT Paris-Est Marne et Bois). En l'espèce elle ne l'a pas été.

Je note également avec satisfaction que la commune a prévu dans le budget 2020 d'harmoniser la signalétique de l'île de Fanac.

Observation n°3 16 novembre 2019

Monsieur Jean-Eudes FONTAN (parcelle 69) île Fanac 94340 Joinville-le-Pont.

« Sous le pont, dans les piliers, il y a des « chambres à mines ». Ce sont des pièces hors d'eau. Serait-il possible qu'une de ces pièces soit mise à la disposition des habitants de l'île ? Enfin de protéger les carrioles, les vélos... »

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Ce point concerne le département puisque le pont est un ouvrage de propriété départementale. Il n'y a pas de contre-indication qui découlerait du classement du site.

Réponse de la Ville : ces espaces qui appartiennent au conseil départemental sont utilisés à des fins techniques et abritent des installations électriques. Pour ces raisons, ils ne peuvent être mis à disposition des habitants.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Le commissaire-enquêteur souscrit à l'argumentation de la DRIEE justifiée par l'absence dans ce secteur des critères de classement définis par le code de l'Environnement, néanmoins il est d'accord avec la réponse de la ville.

Observation n°4 16 novembre 2019

Mme Patricia LE GONIDEC (parcelle 69) île Fanac 94340 Joinville-le-Pont.

« Qui est compétent :

- pour l'abattage des arbres ?*
- leur élagage ?*
- leur évacuation s'ils tombent spontanément sur la berge du fait des mouvements de terrain (par exemple suite à des travaux d'assainissement) ?*
- l'Etat ? VNF ? les propriétaires riverains ? »*

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Sur les terrains privés, élagages et abattages sont du ressort du propriétaire. Sur les espaces publics, ou sur les berges qui font partie du Domaine public fluvial pour lequel la Ville est titulaire d'une superposition d'affectation de la part de VNF, la Ville est responsable de la gestion des arbres. Cependant, tout abattage d'arbre (diamètre supérieur à 20cm) doit faire l'objet d'une demande d'autorisation spéciale « site classé » (art. L.341-10 du code de l'environnement).

Concernant la responsabilité de leur évacuation, tout dépendra du statut de l'arbre tombé (privé, ou Ville), et des causes de la chute.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Les élagages et abattages des arbres sont des demandes récurrentes de la part des riverains.

Le commissaire-enquêteur est sensible aux commentaires développés par cette observation concernant les élagages et abattages dans le domaine public, avec notamment le souci de continuité du service public : Commune /Voies Navigables de France.

Observation n°5 16 novembre 2019

M. Nicolas GABORIEAU, (parcelle 56) 42 chemin de l'île Fanac 94340 Joinville-le-Pont.

*« 1/ Responsabilités respectives en cas d'accident sur le chemin (riverain, commune, VNF) entre chemin/crête des berges/berges ;
2/ Elagage des arbres qui touchent les lignes électriques ;
3/ Remontée des compteurs de gaz trop bas (cf inondation de janvier 2017) ;
4/ Entretien de stabilisation des berges avec remise en état « correct » après travaux d'assainissement (en évitant l'érosion actuelle) ;
5/ Quelles sont les éventuelles conséquences (avantages/inconvénients suite au classement)»*

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Les points 1, 2, 3 ne sont pas de la compétence de l'État

1) Voir réponse à l'observation 2 – point 3)

2) Réponse de la Ville : tout dépend de la position des arbres. S'ils sont sur le domaine public ou sur les espaces sous conditions de superposition d'affectation, c'est à la ville que revient cette charge, sinon au propriétaire privé.

3) Réponse de la Ville : « Nous avons sensibilisé GRDF à cette question suite aux inondations. »

4) Réponse de la Ville : Ces travaux sont sous maîtrise d'ouvrage de l'EPT Paris Est Marne et Bois.

Réponse du Maître d'ouvrage : Ce type de travaux doit faire l'objet d'un dossier de demande d'autorisation spéciale au titre de l'article L.341-10 du code de l'environnement. L'autorisation sera ministérielle, après avis de la CDNPS. C'est à l'EPT Paris Est Marne et Bois de constituer le dossier et de faire la demande.

5) Voir, pour les contraintes, la réponse faite à l'observation n°1

Les avantages d'un site classé sont sa reconnaissance comme « Patrimoine national ». C'est pourquoi l'apposition du logo « site classé » sur le site est importante pour communiquer auprès des habitants comme des promeneurs que ce site bénéficie de cette reconnaissance, et de ce « label » d'excellence.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Je recommande vivement la pose de panneaux « site classé » à l'entrée de l'île Fanac et sur le chemin périphérique.

Observation n°6 16 novembre 2019

Mme Véronique KAGERMAN

94340 Joinville-le-Pont.

« La vue largement dégagée sur les rives de la Marne justifie le renforcement de la volonté de protection et l'évolution paysagère de la pointe aval de l'île en havre de fraîcheur bien ombragé.

Souhaitons un projet renaturation sans ostentation en continuité avec le caractère pittoresque retenu par les artistes. »

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Cette remarque sur la qualité paysagère de la pointe aval et les orientations pour son enrichissement futur est bienvenue, et le maître d'ouvrage (inspection des sites) y adhère totalement.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Je ne peux qu'adhérer à cette observation sur la qualité paysagère du site qui justifie cette enquête publique.

Observation n°7 25 novembre 2019

Mme SEROR Georges

parcelle 51

l'île Fanac

94340 Joinville-le-Pont.

« L'île Fanac n'est pas un parc public, toutes les personnes arrivant sur l'île lâchent leurs chiens en liberté. Indispensable de mettre des panneaux en bas de l'île et sur les côtés,

Grand Bras et Petit Bras.

Placer des caméras de surveillance au niveau des escaliers et sur le chemin, car il y a eu plusieurs cambriolages. 4 dans le trimestre.

Placer une lumière au 1^{er} étage de l'escalier car l'escalier n'est pas un urinoir, ni excréments.

Élagage régulier des arbres qui cachent l'éclairage public au début de l'île qui rassemble à une forêt vierge car aucun entretien. On est resté pendant 6 mois sans internet car les lianes et les branches détruisent les fils électriques.

Quels seront les avantages et inconvénients du classement ? pour les habitants ?

Refaire le chemin car les pluies diluviennes l'ont rendu impossible à traverser. Le refaire dans une matière de tennis (terrain de tennis) ou matière écologique car le gros grave n'a pas marché, la pluie le ravine, cela ne sert à rien. Il fait mal aux pieds.»

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

La plupart des remarques de ce contributeur ne sont pas de la compétence de l'État, mais de celles de la Ville (voir ses réponses ci-après).

Quant aux avantages/inconvénients du classement du site – qui, nous le rappelons, est déjà effectif pour les 3/4 de l'île –, se reporter aux réponses rédigées pour l'observation n°1 et celle de l'observation n°5 – 5) .

Réponses de la Ville :

Une partie de l'île Fanac est bien un parc public qui fait l'objet d'un arrêté de police du Maire interdisant notamment les chiens en liberté. Ce point rejoint la question de l'harmonisation de la signalétique.

Des caméras sont en cours d'installation au pied du pont. Un déploiement plus conséquent demandera une étude plus fine.

Au sujet de l'éclairage du 1^{er} étage de l'escalier, la ville note la remarque et s'emploiera à éclairer ce premier niveau ; par ailleurs, elle ne peut que déplorer les incivilités.

Concernant le chemin, la ville intervient régulièrement pour son entretien.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Cette personne semble très attentive à la qualité du cadre de vie et aurait souhaité bénéficier de la protection forte qu'offre le site classé pour lutter contre les comportements incivils ou contre des pressions extérieures (immobilières par exemple) mais les critères du classement du code de l'environnement ne sont pas présents en l'espèce et ne pourraient être mobilisés dans ce but.

Cependant le maire de Joinville, M. Olivier DOSNE, rencontré le 25 novembre m'a dit être très attaché à l'île de Fanac (il veut y laisser son nom.) Il m'a assuré que le chemin périphérique sera refait après les travaux d'assainissement en cours et financés par le territoire, l'EPT Paris Est Marne et Bois. Il pense même installer une échelle de crue à la pointe Sud de l'île.

Je note avec satisfaction que la ville va continuer à déployer des caméras et à améliorer l'éclairage de l'île Fanac

3.3 Questions posées par l'enquêteur

Question n°1 : *La ville de Joinville-le-Pont a-t-elle l'intention d'inciter les propriétaires de l'île Fanac à réaliser des travaux de réhabilitation de leur bien immobilier ?*

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

La Ville s'interroge sur cette question, et sur son lien avec l'objet de l'enquête. Elle se demande si « inciter » signifie « subventionner ». Si cela signifie attirer l'attention des propriétaires sur la nécessité de préserver leur patrimoine, c'est bien entendu un objectif qu'elle poursuit. Elle ajoute que le PLU protège de très nombreux bâtiments à Joinville.

Appréciation du Commissaire Enquêteur

Cette question est justifiée par des questions orales des riverains rencontrés. Les riverains semblent très attentifs à leur qualité du cadre de vie et souhaitent bénéficier de la protection forte qu'offre le site classé pour lutter contre les comportements inciviques.

Question n°2 : *Qui est le propriétaire de la parcelle sous le Pont de Joinville (entre la parcelle 1 et 19) ?*

Avis et commentaires du maître d'ouvrage

Un mail avait été adressé au Département du Val de Marne en septembre 2019 à ce sujet, car les terrains se trouvent à l'aplomb de l'ouvrage départemental. Il a été à nouveau sollicité le 2 décembre 2019, et nous attendons une réponse.

Réponse de la Ville:

« La Ville n'est pas la mieux placé pour répondre à cette question foncière. Nous n'avons en effet aucun élément nous permettant de trancher cette question. Nous allons interroger les services du Département pour savoir s'il est propriétaire (parcelle à l'aplomb d'une départementale). Dans la négative nous serons face à un cas complexe et il faudra entamer des recherches approfondies. L'Etat pourrait solliciter un état hypothécaire pour débiter. »

Appréciation du Commissaire Enquêteur

La DRIEE a effectivement adressé au département du Val de Marne, un mail en septembre 2019, resté à ce jour sans réponse. Il aurait été opportun d'envoyer, plus tôt, pendant l'enquête publique, au département un courrier officiel plus explicite comportant des références au cadastre, ainsi qu'une date limite de réponse.

4. OBSERVATIONS du COMMISSAIRE-ENQUETEUR

4.1 Observations relatives au dossier

Le dossier est complet. Il est de lecture facile et permet une bonne compréhension par le public.

L'ensemble de ce dossier semble avoir été correctement traité tant du point de vue technique que du point de vue du respect de la législation en vigueur.

A la lumière des différents paragraphes ci-dessus, et par comparaison avec les dispositions prévues par l'arrêté d'organisation de cette enquête publique il semble que la procédure ait été bien respectée.

4.2 Observations relatives à l'enquête

Le commissaire enquêteur remarque qu'aucun représentant de la municipalité n'a inscrit une observation concernant cette demande sur le registre d'enquête de la commune.

5.CONCLUSIONS MOTIVEES du COMMISSAIRE-ENQUETEUR

5.1 Préambule

Le projet d'extension du site classé n'intéresse que 20 % de l'île Fanac.

5.2 Avis du commissaire enquêteur

A l'issue de l'enquête ayant duré 33 jours consécutifs du jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre inclus, j'ai constaté :

- Que la publicité par affichage a été faite dans les délais et maintenue pendant toute la durée de l'enquête,
- Que cette publicité a pu être vérifiée tant lors des permanences qu'aux jours Correspondant à la durée de l'enquête,
- Que les publicités ont bien été faites dans deux publications du Val de Marne 15 jours avant le début de l'enquête et répétées dans ces mêmes journaux dans les huit premiers jours de l'enquête,
- Qu'un Certificat d'affichage en date du 27 novembre 2019 est bien joint au dossier.
- Que le dossier relatif au projet a bien été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à l'Hôtel de Ville de Joinville-le-Pont, siège de l'enquête.
- Que les éléments du dossier, étaient concis mais à même de bien présenter l'extension du site classé, objet de l'enquête,
- Que le commissaire enquêteur a bien tenu ses permanences en l'Hôtel de Ville de Joinville-le-Pont, aux jours et horaires prévus,
- Que tous les termes de l'arrêté du maître d'ouvrage ayant organisé l'enquête ont bien été respectés,
- Que le commissaire enquêteur n'a aucun incident à relater qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête,
- Que l'ensemble des remarques formulées par le public expriment des revendications qui ne semblent pas remettre en cause l'économie de ce projet.

Les principales obligations au regard des différents textes en vigueur ont bien été respectées, y compris celles découlant de textes dits « de rang supérieur ».

5.3 Conclusion motivée du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur constate :

Que les incidences environnementales ont été bien prises en compte dans le dossier mis à enquête, notamment le souci de la réservation des milieux naturels, de la diversité, du bâti et du patrimoine ;

Que les critères de classement définis pour l'élaboration du dossier notamment pittoresques et historiques respectent le code de l'environnement ;

Que le souci de la concertation avec les élus, la DRIEE et les propriétaires a été constant, elle a été concrétisée par des réunions, visites, mises en ligne, permanences

d'échange... ;

Que l'avis du conseil municipal sur le périmètre mis à l'enquête est unanimement favorable ;

Que le classement générera un certain nombre de contraintes acceptées par les propriétaires, compensée par une protection du site renforcée.

En conclusion, le commissaire enquêteur estime que le bilan du projet est largement positif. Il contribuera à la protection de la qualité paysagère de Joinville-le-Pont et complètera à l'attractivité touristique de la Marne francilienne. Etant donné l'ensemble des appréciations formulées sous chacun des avis, il constate :

Qu'il respecte, d'une manière générale, les dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement ;

Que le choix de l'extension pour les objectifs visés était le meilleur, étant donné notamment que la qualité paysagère de la Ville n'est pas remise en cause ;

Qu'il présente de ce fait un intérêt général évident ;

Qu'il préserve les caractères historiques et pittoresques du paysage ;

Qu'il répond aux enjeux paysagers ;

Qu'il renforce la cohérence territoriale ;

Qu'il permet à l'administration de mettre la gestion de la totalité de l'île au même niveau ;

Que l'ensemble des remarques formulées par le public expriment des revendications qui ne remettent pas en cause l'économie de ce projet ;

Qu'enfin **cette extension du site classé de l'île Fanac présente bien un intérêt public** et un atout pour que la commune de **Joinville-le-Pont** puisse poursuivre son légitime développement ;

J'exprime les recommandations suivantes :

RECOMMANDATION :

La recommandation correspond à des préconisations vivement souhaitées :

Le commissaire enquêteur souhaite qu'elle soit prise en considération.

Recommandation n° 1

Déterminer l'appartenance de la parcelle située à l'aplomb du Pont de Joinville (entre la parcelle 1 et 19) ?

Recommandation n° 2

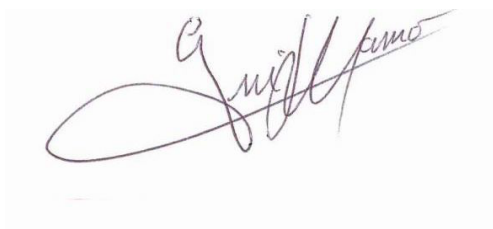
Mettre en place des panneaux « *site classé* » à l'entrée du site et sur le chemin périphérique.

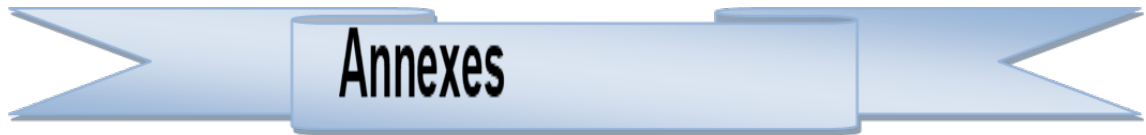
Après étude du dossier, la visite du site, de l'analyse des observations et questions posées pendant l'enquête, des informations complémentaires recueillies auprès du maître d'ouvrage et des considérations ci-dessus,

j'émet un AVIS FAVORABLE et sans réserve au projet d'extension du site classé de l'île Fanac mais assorti des deux recommandations précédemment rédigées

**Le Commissaire-enquêteur,
Manuel GUILLAMO**

**Fait et clos au Perreux-sur-Marne
le 20 décembre 2019**

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Guillamo', is written over a faint, light-colored rectangular stamp or watermark.



01.- Décision du Tribunal administratif

02.- Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30/9/2019

03.- Délibération de la municipalité du 16 octobre 2018

04.- Accords des propriétaires privés

05.- Cartographie détaillé du parcellaire

06.- 1° Insertion dans les journaux

07.- 2° Insertion dans les journaux

08.- Certificat d’affichage

09.- Procès-verbal de synthèse

Annexe 1 - Décision du Tribunal administratif**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN

31/07/2019

N° E19000121 /77

**LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF****Décision désignation commissaire**

Vu enregistrée le 31/07/2019, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet du Val de Marne demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet l'extension du classement de l'île Fanac à Joinville-le-Pont. ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

Vu la décision en date du 1^{er} octobre 2015, par laquelle la présidente du Tribunal a donné délégation à Mme Nathalie Mullié, vice-présidente du Tribunal administratif de Melun, pour signer les actes de procédure et décisions entrant dans le cadre des enquêtes publiques prévus par les articles R. 123-1 et suivants /du code de l'environnement.

DECIDE

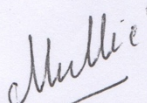
ARTICLE 1 :Monsieur Manuel GUILLAMO est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 :Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 :La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet du Val de Marne, à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et à Monsieur Manuel GUILLAMO.

Fait à Melun, le 31/07/2019.

La vice-présidente déléguée,


N. MULLIÉ

Annexe 2 a.- Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30/9/2019

PRÉFET DU VAL DE MARNE

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIALBUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2019/3044 du 30 septembre 2019**

**prescrivant sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont
l'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île
Fanac**

**LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.123-1 et suivants, L.341-1 et suivants, R.123-1 à R.123-27 et R.341-2 à R.341-8 ;
- VU** l'arrêté du ministre d'État chargé des affaires culturelles en date du 3 septembre 1965 portant classement partiel de l'île Fanac ;
- VU** l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire en date du 28 août 2017 demandant au Préfet du Val-de-Marne, la poursuite du classement de l'île Fanac ;
- VU** la délibération n°181016-8 du 16 octobre 2018 du conseil municipal de la commune de Joinville-le-Pont donnant un avis favorable à l'extension du classement de l'île Fanac aux parcelles communales référencées R1 ; D19 et D215 ;
- VU** le courrier de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) en date du 27 février 2019 demandant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac ;
- VU** la décision n° E19000121/77 du 31 juillet 2019 de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Melun portant désignation de M. Manuel GUILLAMO en qualité de commissaire enquêteur, et réceptionnée le 7 août 2019 en préfecture du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté n°2019/2800 du 10 septembre 2019 portant délégation de signature à Madame Fabienne BALUSSOU, secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne,

1/4

21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE - 94038 CRETEIL CEDEX - 01 49 56 60 00
www.val-de-marne.gouv.fr

Annexe 2 b.- Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30/9/2019**ARRÊTE****ARTICLE 1^{er}**

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont, à une enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac.

Ce projet porte sur les parcelles cadastrales référencées : R1 ; D19 ; D41 ; D213 ; D215 et D216.

Cette enquête se déroulera du **jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre 2019 inclus**, pendant 33 jours consécutifs, à la mairie de Joinville-le-Pont (23 rue de Paris 94 340 Joinville-le-Pont).

ARTICLE 2

Le pétitionnaire est la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE).

Toute information relative au projet pourra être demandée auprès du responsable de projet :

DRIEE - Service nature paysage et ressources

Pôle paysage et sites

12 Cours Louis Lumière CS727

94307 Vincennes Cedex

(joelle.weill@developpement-durable.gouv.fr)

ARTICLE 3

Le siège de l'enquête publique est fixé à la préfecture du Val-de-Marne - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique - 3^e étage : 21-29 avenue du Général de Gaulle – 94 038 Créteil Cedex.

ARTICLE 4

Monsieur Manuel GUILLAMO, général en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Melun.

Il se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites et orales, à la mairie de Joinville-le-Pont, hall de l'hôtel de ville, aux dates et horaires suivants :

- Jeudi 24 octobre 2019 de 9h00 à 12h00 ;
- Samedi 16 novembre de 9h00 à 12h00 ;
- Lundi 25 novembre de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 5

Le public sera informé de la tenue de l'enquête par la publication d'un avis, publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Val-de-Marne.

Cet avis sera également mis en ligne sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne :

<http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

2/4

Annexe 2 c.- Arrêté préfectoral n° 2019/3044 du 30/9/2019

Cet avis sera publié dans les mêmes conditions de délai et de durée par voie d'affichages, et éventuellement par tout autre procédé, à la mairie de Joinville-le-Pont, ainsi que sur les lieux ou au voisinage de la réalisation du projet. Les affiches devront être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 susvisé, visibles et lisibles de la voie publique.

L'accomplissement de ces formalités de publicité sera certifié, chacun en ce qui le concerne, par le Préfet du Val-de-Marne et par le maire de Joinville-le-Pont, à l'issue de l'enquête.

ARTICLE 6

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête :

- à la mairie de Joinville-le-Pont dans le hall de l'hôtel de ville, aux jours et heures d'ouverture habituelle des services ;
- sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>
- sur un poste informatique mis à disposition à la préfecture du Val-de-Marne – siège de l'enquête, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Le public pourra formuler ses observations :

- sur le registre d'enquête (établi sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur) prévu à cet effet, à la mairie de Joinville-le-Pont aux jours et heures d'ouverture habituelle des services et au siège de l'enquête ;
- ou par correspondance, au siège de l'enquête, à l'attention de Monsieur Manuel GUILLAMO, commissaire enquêteur ;
- ou par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetepublique@val-de-marne.gouv.fr

Les contributions reçues par correspondance et par voie électronique seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

ARTICLE 7

À l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis sans délai à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, celui-ci rencontrera, dans la huitaine, la DRIEE et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera alors d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans le délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Préfet du Val-de-Marne, le dossier d'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, de son rapport et de ses conclusions motivées, en précisant si celles-ci sont favorables ou défavorables.

Ce délai pourra être reporté sur demande motivée du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 8

À compter de la date de clôture de l'enquête, le préfet du Val-de-Marne adressera une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à la DRIEE et au maire de Joinville-le-Pont afin qu'ils soient tenus à la disposition du public, pendant un an.

3/4

Annexe 2.d- n° 2019/3044 du 30/9/2019

Ces documents seront également mis en ligne sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne pour la même durée.

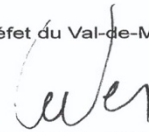
ARTICLE 9

L'indemnisation du commissaire enquêteur ainsi que les frais d'affichage et de publication sont à la charge de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE).

ARTICLE 10

La secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne, le sous-préfet de Nogent-sur-Marne, le maire de Joinville-le-Pont et M. Manuel GUILLAMO, commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, et mis en ligne sur le portail internet des services de l'État dans le Val-de-Marne.

Le Préfet du Val-de-Marne



Raymond LE DEUN

4/4

Annexe 3.a- Délibération municipale du 16 octobre 2018



CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 16 OCTOBRE 2018

Nombre de membres composant le Conseil 33

Nombre de membres présents à la séance 29

Nombre de membres représentés 4

Nombre de membres non représentés 0

Le mardi 16 octobre 2018 à 20h00 les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de Joinville-le-Pont se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal.

ETAIENT PRÉSENTS :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Jean-Jacques GRESSIER, Monsieur Rémi DECOUT, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Pierre MARCHADIER, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Jeannine CHERY, Madame Jennie PETIT, Monsieur Jean-Marie PLATET, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Boutaieb KADDANI, Monsieur Alain BARUGEL, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Catherine MEUNIER, Monsieur Gilles COLRAT, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Amélie SELLAM, Madame Christelle FORTIN, Madame Marie-France ASTEGIANI-MERRAIN, Monsieur Jean-François CLAIR, Monsieur Pascal DE CAZENOVE, Monsieur Michel LAVAL, Madame Chantal COLIN, Monsieur Bernard DUVERT, Monsieur Olivier AUBRY

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

Madame Chantal DURAND donne procuration à Monsieur Pierre MARCHADIER, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Christelle FORTIN, Madame Caroline RUIZ donne procuration à Madame Catherine MEUNIER, Madame Isabelle SERIEIS donne procuration à Monsieur Areski OUDJEBOUR

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Corinne FIORENTINO

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Monsieur Olivier DOSNE

DELIBERATION N° 8

AVIS SUR L'EXTENSION DU CLASSEMENT DE L'ÎLE FANAC AUX PARCELLES COMMUNALES

PREAMBULE - Monsieur Jean-Jacques GRESSIER, 1er Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, au cadre de vie et au développement durable

Mes chers collègues,

L'île Fanac est un site en majeure partie classé au titre de l'article L 341-1 du code de l'environnement par arrêté ministériel en date du 3 septembre 1965. A l'époque de ce classement quelques parcelles n'avaient pas été prises en considération dans le périmètre dont trois parcelles communales et deux propriétés privées.

L'extension du classement à toute l'île figure sur la « Liste indicative des sites restant à classer pour le département du Val-de-Marne » du Ministère de la transition écologique et solidaire, qui a confirmé

181016_8

Annexe 3.b - Délibération municipale du 16 octobre 2018

cette opportunité le 31 juillet 2017.

L'accord des propriétaires concernés doit être formellement requis avant que la procédure n'aboutisse : enquête publique, passage en commission départementale de la nature, des paysages et des sites, recueil des avis des administrations concernées, arrêté ministériel. Les services de l'État ont d'ores et déjà recueilli les accords des deux propriétaires fonciers privés. Il reste donc l'avis de la commune à émettre.

L'île Fanac est un des sites patrimoniaux les plus emblématiques de la commune. L'extension du classement est une chance pour la Ville de le protéger encore un peu plus pour l'avenir. Je vous invite donc à rendre un avis favorable.

Principaux textes réglementaires	- article L 341-1 et suivants du code de l'environnement
----------------------------------	--

A reçu un avis favorable en Commission Urbanisme, Cadre de Vie et Développement Durable du 09/10/2018

LE CONSEIL,

Après en avoir délibéré à l'unanimité

Article Unique : Donne un avis favorable à l'extension du classement de l'île Fanac aux parcelles communales référencées R1, D19 et D215.

Je soussigné, Jean-Jacques GRESSIER, Adjoint au Maire, certifie le caractère exécutoire de la présente délibération qui a été publiée le :

23 OCT. 2018

Notifié à l'intéressé le :

Télétransmis transmis au contrôle de légalité le :

22 OCT. 2018

A Joinville-le-Pont le



181016_8

Annexe 4.a - Accords de propriétaires privés

Nom-prénom : Jean SAVAJOLES
Adresse : 32 chemin de l'île Fanac – 94340 JOINVILLE-LE-PONT

1913/JW
S.N.P.R.
Courrier arrivé le :
- 9 AOÛT 2018
→ PPS

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de
l'environnement et de l'énergie
SNPR / PPS
12 cours Louis Lumière
CS 70027
94307 VINCENNES CEDEX

Le

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je donne mon accord pour le classement parmi les Sites du bien immobilier situé dans l'île Fanac, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), actuellement protégé par une inscription au titre des Sites, et dont je suis propriétaire :

- Parcelle n° : 41
- Section cadastrale : D
- Adresse : 32 chemin de l'île Fanac – 94340 Joinville-le-Pont

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Handwritten signature:
Jean SAVAJOLES

Annexe 4.b - Accords des propriétaires privés

Nom-prénom : Xavier et Rita LIBERT
Adresse : 13 chemin de l'île Fanac – 94340 JOINVILLE-LE-PONT

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de
l'environnement et de l'énergie
SNPR / PPS
12 cours Louis Lumière
CS 70027
94307 VINCENNES CEDEX

Le

Monsieur le Directeur,

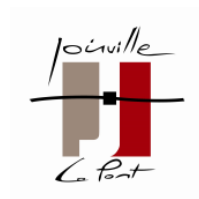
J'ai l'honneur de vous faire connaître que je donne mon accord pour le classement parmi les Sites du bien immeuble situé dans l'île Fanac, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), actuellement protégé par une inscription au titre des Sites, et dont je suis propriétaire :

- Parcelles n° : 213 et 216
- Section cadastrale : D
- Adresse : 13 chemin de l'île Fanac – 94340 Joinville-le-Pont

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le 13 août 2018

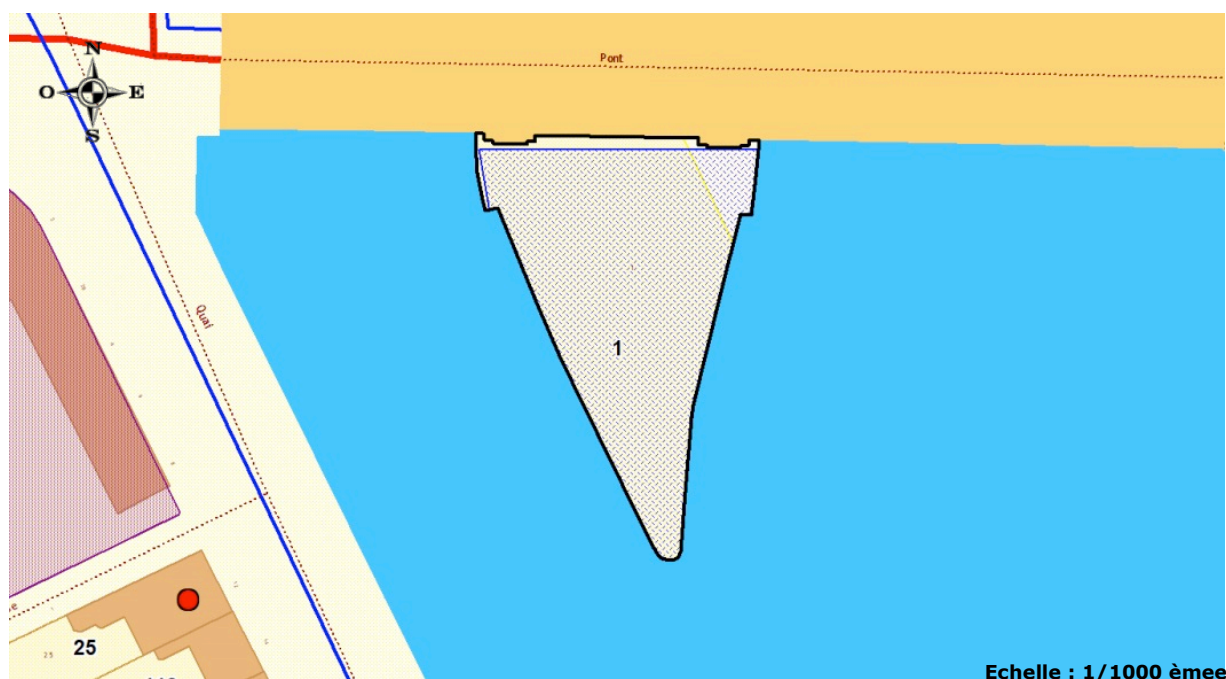


Annexe 5.a - Cartographie détaillée : parcelle R 1**FICHE DE SYNTHESE PARCELLE**

COMMUNE : JOINVILLE LE PONT

SECTION : R

PARCELLE : 1



ADRESSE PARCELLAIRE :	PONT DE JOINVILLE
SURFACE CADASTRALE :	1371 m ²
SURFACE BATIE :	0 m ²

PLU et Autres :

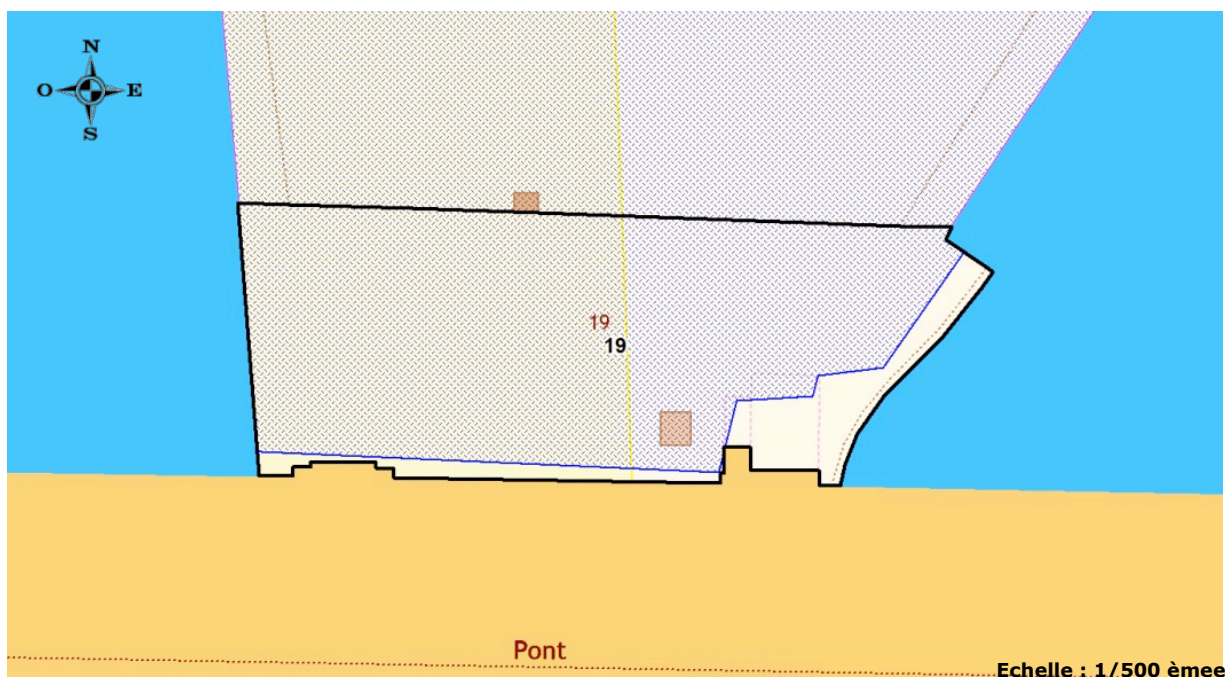
042_GRTGAZ	Impact conduites GRTGaz		1312 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion inférieure à 1 mètre		14 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion supérieure à 2 mètre		1391 m ²
042_PPRI_zonage	zone rouge de grand écoulement		99 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		1288 m ²
DPU	hors DPU		1399 m ²
Plan des zones spéciales	Espace paysager ou récréatif à préserver		1334 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		1399 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		1399 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		1399 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	1399 m ²

13/08/2019 4:02

Annexe 5.b - Cartographie détaillée : parcelle D 19



FICHE DE SYNTHESE PARCELLE
COMMUNE : JOINVILLE LE PONT
SECTION : D
PARCELLE : 19



ADRESSE PARCELLAIRE :	PONT DE JOINVILLE
SURFACE CADASTRALE :	960 m ²
SURFACE BATIE :	5 m ² (0,57 %)

PLU et Autres :

042_GRTGAZ	Impact conduites GRTGaz		549 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion inférieure à 1 mètre		26 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion comprise entre 1 et 2 mètre		71 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion supérieure à 2 mètre		873 m ²
042_PPRI_zonage	zone rouge de grand écoulement		61 m ²
042_PPRI_zonage	zone rouge de grand écoulement		61 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		865 m ²
DPU	hors DPU		954 m ²
Plan des zones spéciales	Espace paysager ou récréatif à préserver		833 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		955 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		955 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		955 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	955 m ²

13/08/2019 4:10

Annexe 5.c- Cartographie détaillée : parcelle B 41

FICHE DE SYNTHESE PARCELLE
COMMUNE : JOINVILLE LE PONT
SECTION : B
PARCELLE : 41



ADRESSE PARCELLAIRE :	0030 B ILE FANAC
SURFACE CADASTRALE :	48 m ²
SURFACE BATIE :	8 m ² (17,36 %)

PLU et Autres :

042_GRTGAZ	Impact conduites GRTGaz		49 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion supérieure à 2 mètre		49 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		49 m ²
DPU	hors DPU		49 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		49 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		49 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		49 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	49 m ²

13/08/2019 4:13

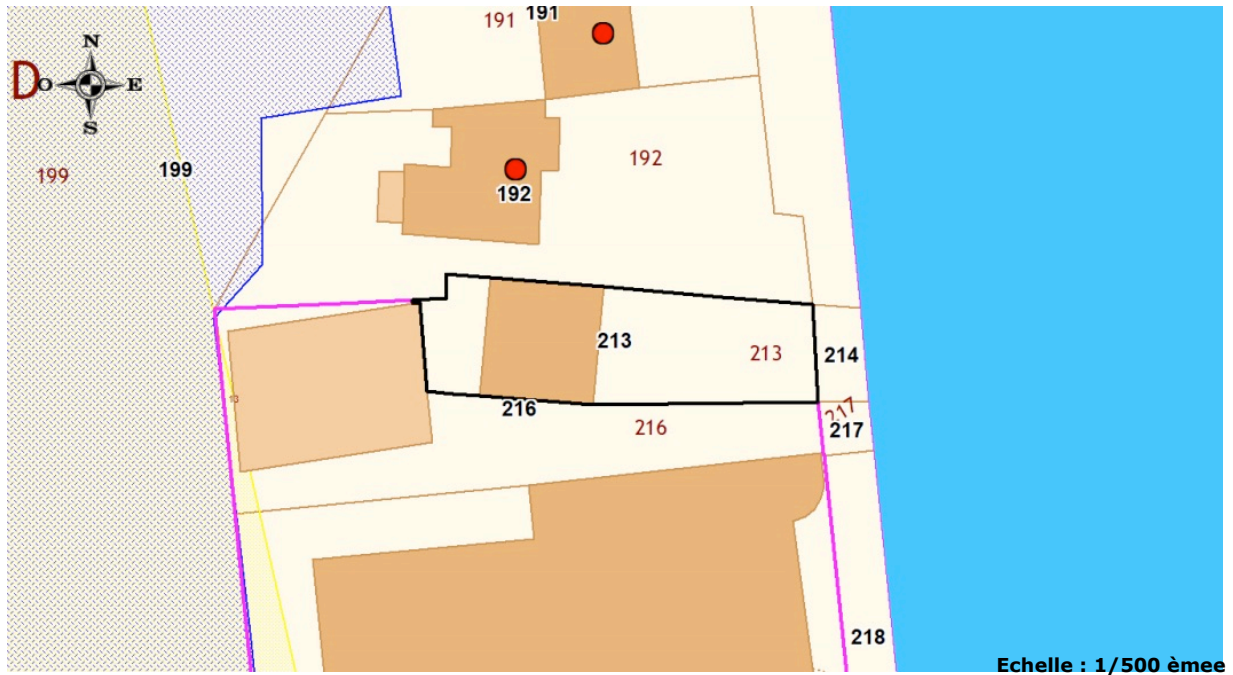
Annexe 5.d - Cartographie détaillée : parcelle D 213

**FICHE DE SYNTHESE PARCELLE**

COMMUNE : JOINVILLE LE PONT

SECTION : D

PARCELLE : 213



Echelle : 1/500 ème

ADRESSE PARCELLAIRE :	ILE FANAC
SURFACE CADASTRALE :	240 m ²
SURFACE BATIE :	74 m ² (30,96 %)

PLU et Autres :

042_PPRI_aléas	Submersion comprise entre 1 et 2 mètre		238 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		239 m ²
DPU	hors DPU		239 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		239 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		239 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		239 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	239 m ²

13/08/2019 4:14

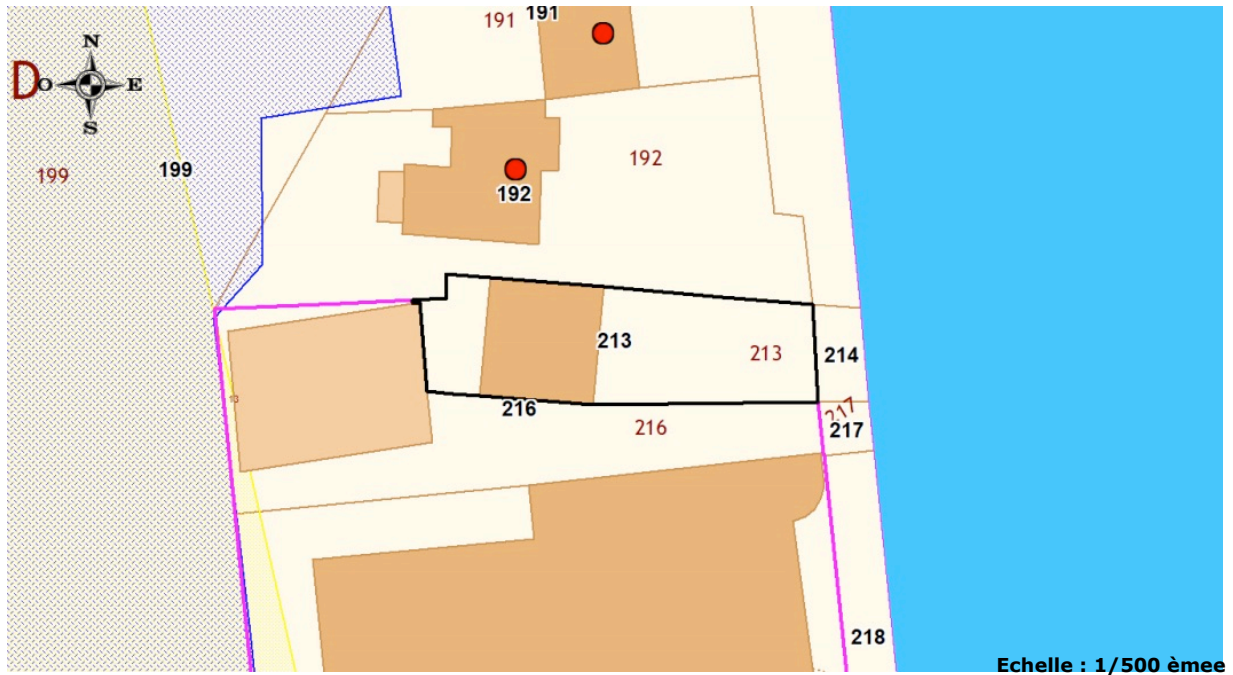
Annexe 5. e - Cartographie détaillée : parcelle D 213

**FICHE DE SYNTHESE PARCELLE**

COMMUNE : JOINVILLE LE PONT

SECTION : D

PARCELLE : 213



Echelle : 1/500 ème

ADRESSE PARCELLAIRE :	ILE FANAC
SURFACE CADASTRALE :	240 m ²
SURFACE BATIE :	74 m ² (30,96 %)

PLU et Autres :

042_PPRI_aléas	Submersion comprise entre 1 et 2 mètre		238 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		239 m ²
DPU	hors DPU		239 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		239 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		239 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		239 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	239 m ²

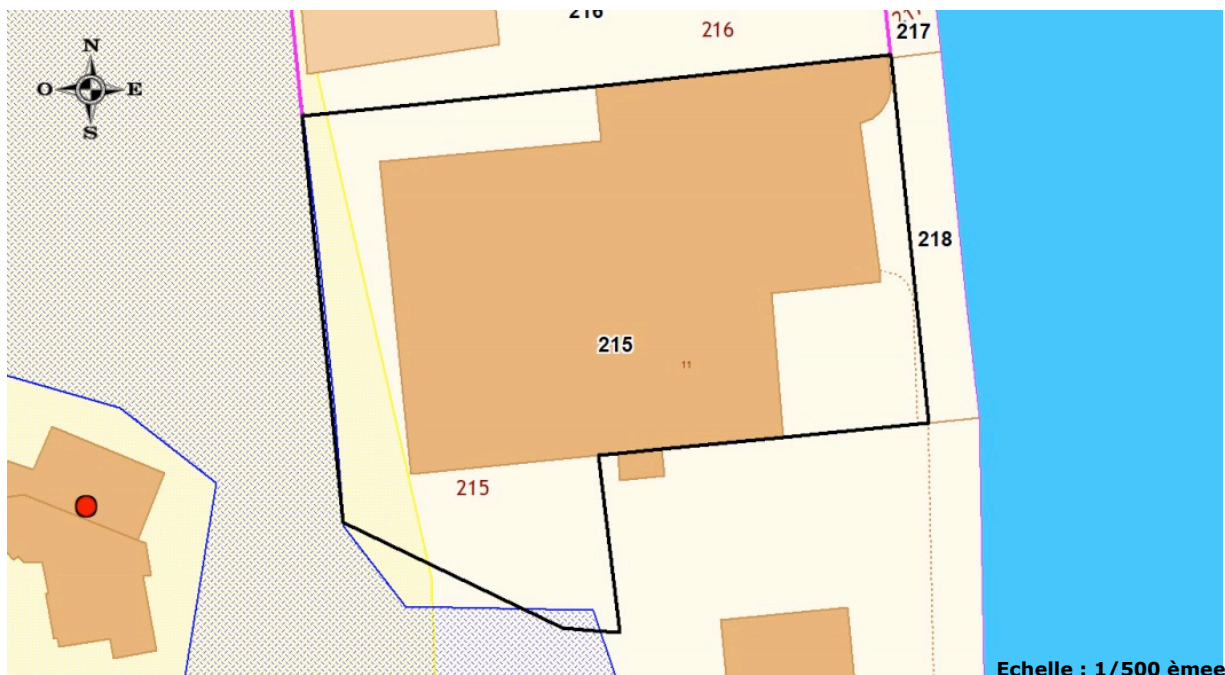
13/08/2019 4:17

Annexe 5. f - Cartographie détaillée : parcelle D 215**FICHE DE SYNTHESE PARCELLE**

COMMUNE : JOINVILLE LE PONT

SECTION : D

PARCELLE : 215



ADRESSE PARCELLAIRE :	0011 CHE DE L ILE FANAC
SURFACE CADASTRALE :	1350 m ²
SURFACE BATIE :	830 m ² (61,1 %)

PLU et Autres :

042_GRTGAZ	Impact conduites GRTGaz		119 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion comprise entre 1 et 2 mètre		134 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion supérieure à 2 mètre		1225 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		1359 m ²
DPU	hors DPU		1359 m ²
Plan des zones spéciales	Espace paysager ou récréatif à préserver		11 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		1359 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		1359 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		1359 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	1359 m ²

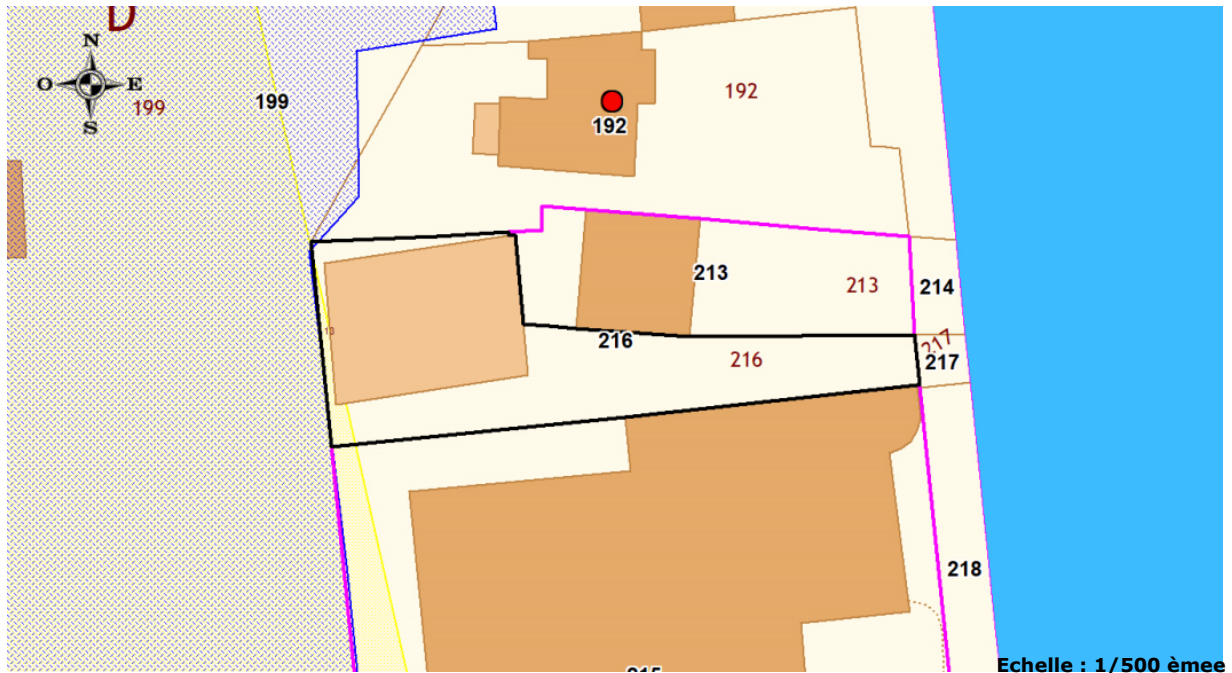
13/08/2019 4:18

Annexe 5. g - Cartographie détaillée : parcelle D 216**FICHE DE SYNTHESE PARCELLE**

COMMUNE : JOINVILLE LE PONT

SECTION : D

PARCELLE : 216



ADRESSE PARCELLAIRE :	0013 ILE FANAC
SURFACE CADASTRALE :	380 m ²
SURFACE BATIE :	149 m ² (39,48 %)

PLU et Autres :

042_GRTGAZ	Impact conduites GRTGaz		13 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion comprise entre 1 et 2 mètre		354 m ²
042_PPRI_aléas	Submersion supérieure à 2 mètre		23 m ²
042_PPRI_zonage	Zone verte		377 m ²
DPU	hors DPU		377 m ²
Plan des zones spéciales	Zone de protection de 500m autour de la gare		377 m ²
Plan des zones spéciales	Site inscrit		377 m ²
Plan des zones spéciales	Site classé		377 m ²
Plan local d'urbanisme	N	0	377 m ²

15/08/2019 9:46

Annexe 6 a Annonce légale du 4 octobre 2019 dans « Les Echos »

Les Echos Vendredi 4 et samedi 5 octobre 2019

ENTREPRISES // 21

Le transport aérien régional, acteur clef du désenclavement

- A rebours du tout-ferroviaire, un rapport sénatorial souligne le rôle majeur joué par le transport aérien pour désenclaver certaines régions isolées.
- Il recommande de renforcer le soutien de l'Etat à ces lignes de service public.

AÉRIEN

Bruno Trévidic
@BrunoTrevidic

Faut-il subventionner le transport aérien ? Alors que le gouvernement s'apprête à imposer une nouvelle taxe dite « éco-contribution » sur les billets d'avion, la question peut sembler décalée. C'est pourtant le sujet central d'un rapport sénatorial présenté ce jeudi par les sénateurs Josiane Costes et Vincent Capo-Canellas. Il préconise de renforcer le rôle du transport aérien dans l'aménagement des territoires et le désenclavement des zones isolées, y compris par une hausse des subventions octroyées à certaines liaisons régionales.

Au total, une quarantaine de liaisons aériennes sur l'ensemble du territoire français bénéficient ainsi du statut de lignes à obligations de services publics (OSP), dont plus de la moitié bénéficie de subven-

tions de l'Etat et des collectivités locales, pour un montant total non chiffré par le rapport sénatorial, d'une centaine de millions d'euros par an. « Aujourd'hui, un million de Français vivent à plus de 45 minutes d'une aéroport, d'une gare ou d'un aéroport », souligne la sénatrice du Cantal. Pour eux, l'avion est essentiel à la vie du territoire. »

Des crédits en hausse La Corse en compte, à elle seule, une douzaine, qui a nécessité 75 millions d'euros de subventions de la part de l'Assemblée territoriale. Une dizaine d'autres lignes sous délégation de service public (DSP) relient également Aurillac, Brive, Le Puy, Rodez, Limoges, Agen, Castres et Tarbes à Paris, ainsi que La Rochelle à Poitiers et Lyon et Limoges à Lyon pour les transversees. En 2019, les crédits accordés aux liaisons sous DSP ont déjà augmenté de 5 millions d'euros, à 16,5 millions. Ils devaient frôler les 20 millions l'an prochain et monter à 24,7 millions d'ici à 2022, avec de nouvelles liaisons lancées au départ de Limoges, Quimper, Saint-Pierre-et-Miquelon et peut-être bientôt, Cherbourg et Carcassonne.

Toutefois, à raison de 68 euros de subventions en moyenne par passager sur les lignes DSP de métropole, le contribuable est en droit d'en attendre plus, estiment les rapporteurs. A commencer par les tarifs et la qualité de service, qui ne sont pas toujours au rendez-vous. Malgré les subventions, certains tarifs aller-retour valent le prix d'un long-courrier. Quant à la qualité de service, le contre-exemple le plus souvent évoqué par les sénateurs est la déserte de Quimper par HOP. « En 2017, ils ont annulé un vol sur dix à la dernière minute », souligne un rapporteur. « Cela pose le problème du manque de concurrence », estime Vincent Capo-Canellas, qui préconise un assouplissement des exigences du cahier des charges, afin de susciter davantage de candidatures lors des appels d'offres. Faute de souplesse, certains appels n'attirent qu'un seul et unique candidat. Le dernier appel d'offres pour la ligne Paris-Quimper a même dû être revu à la baisse, faute de candidat. ■

Prague, bénéficient également du même statut. Et la liste devrait encore s'allonger, estiment les auteurs du rapport sénatorial. Car si durant les années 2000, le développement du TGV a fait disparaître de nombreuses liaisons aériennes (Saint-Brieuc, Roanne, Bergerac, Epinal, Cherbourg et, plus récemment, Lannion), l'arrêt de la construction des nouvelles lignes à grande vitesse redonne de l'air à l'avion. Tout en approfondissant les liens sur le transport aérien, le gouvernement s'est également engagé à augmenter les financements des lignes d'aménagement du territoire. En 2019, les crédits accordés aux liaisons sous DSP ont déjà augmenté de 5 millions d'euros, à 16,5 millions. Ils devaient frôler les 20 millions l'an prochain et monter à 24,7 millions d'ici à 2022, avec de nouvelles liaisons lancées au départ de Limoges, Quimper, Saint-Pierre-et-Miquelon et peut-être bientôt, Cherbourg et Carcassonne.



Avec une douzaine de lignes aériennes subventionnées, la Corse mise fortement sur le transport aérien pour développer son économie.
Photo Jean-Paul Pelletier/Reuters

Air Corsica cultive son image de service public

La compagnie de Corse, qui fête son 30^e anniversaire, assume sans complexe ses 75 millions d'euros de subventions, qui lui permettent de jouer son rôle de service public au service des résidents de l'île.

Dans le paysage aérien français, Air Corsica fait figure de singulière à plus d'un titre. La compagnie de l'île de Beauté, qui a fêté le mois dernier son trentième anniversaire, est la dernière compagnie aérienne publique de France métropolitaine détenue à 67 % par la collectivité territoriale, ce qui constitue presque une curiosité en Europe. Mais c'est aussi la seule dont la majorité du réseau reste largement subventionnée par les finances publiques, à hauteur de 75 millions d'euros en 2018. Et c'est aussi la seule dont les obligations de service public passent encore avant la recette unitaire et les profits. Mais le original, c'est que ça marche. Malgré le déferlement des low

cost en été, Air Corsica reste de loin le premier transporteur aérien de l'île, avec 1,96 million de passagers transportés sur l'exercice 2018-2019 (d'avril à mars), soit 47 % du trafic annuel et 81 % du trafic hivernal. En seconde position, Air France, qui détient toujours 13 % du capital de l'ex-Compagnie Corse Méditerranée, ne pèse plus que 16 % du marché.

Des vols été comme hiver Si la croissance du trafic n'a pas été aussi fulgurante que celle du trafic intra-européen, Air Corsica est parvenue, en trente ans, à passer de deux avions régionaux à hélices (des ATR 72) à une petite flotte de sept ATR 72 et six Airbus A320 monocouloirs, et a multiplié son chiffre d'affaires par 20, à 200,9 millions d'euros au dernier exercice, pour un bénéfice net de 14 millions. Certes sur le gîte : pour la première fois en 2018, l'avion a transporté plus de passagers en Corse que le bateau.

« Nous avons une gestion de père de famille », explique Hervé Pietret,

membre du directoire d'Air Corsica depuis 2011. Nous avons un positionnement clair sur un marché de niche et nous nous y tenons. Nous sommes avant tout au service du développement économique de l'île et de ses résidents, ce qui justifie les subventions. » Alors que tous ses concurrents low cost ferment leurs lignes en hiver, Air Corsica est la seule à maintenir, été comme hiver, plusieurs vols quotidiens au départ de quatre aéroports corses, pole Nice, Marseille et Paris-Orly. A cela s'ajoutent des tarifs réduits pour les quelque 320.000 résidents de l'île, à des prix défilants toute concurrence. « Nous proposons des vols

1,96

MILLION

Le nombre de passagers transportés par Air Corsica sur l'exercice 2018-2019 (d'avril à mars), soit 47 % du trafic annuel et 81 % du trafic hivernal.

Marseille en promotion à partir de 21 euros hors taxes, souligne Hervé Pietret. Un billet aller-retour remboursable et sans condition de date revient à 150 euros. »

L'ambulance pour le continent

« Cela correspond aux spécificités d'une desserte insulaire, poursuit le directeur d'Air Corsica. Faute de CHU sur l'île, 30 % de la clientèle de la ligne vers Marseille durant l'hiver fait l'aller-retour dans la journée, pour se rendre en consultation à l'hôpital. Nous avons des civiers sur tous les avions et nous avons même aménagé un espace à l'aéroport de Marseille pour les passagers mal portants. »

Cette mission de service public ne rime pas pour autant Air Corsica de jouer une carte plus commerciale durant l'été. Depuis plusieurs années, la compagnie a ainsi élargi son offre à la desserte de Bruxelles et, plus récemment, Londres-Stansted. « Nous sommes passés de quelques vols charter à une desserte quasi-quotidienne durant l'été », souligne son directeur. ■

à suivre

Pétrole : Maurel et Prom nommé un ancien de Total à sa tête

ÉNERGIE Le groupe pétrolier français Maurel et Prom a annoncé jeudi un changement de gouvernance avec la nomination d'Olivier de Langavant, ancien cadre de Total, comme directeur général. Il remplace Michel Hochard, en poste depuis 2014. Le nouveau patron a occupé plusieurs postes de direction au sein du groupe Total, en Angola et en Birmanie notamment. Il a été directeur de la division Asie-Pacifique de 2015 à 2017, avant de quitter le pétrolier français. Le président du conseil d'administration de Maurel et Prom salue « la qualité des résultats obtenus » par Michel Hochard et, notamment, « la réussite de la restructuration financière » de la société. En 2018, Maurel et Prom a multiplié par neuf son bénéfice net, à 62 millions de dollars, grâce à la reprise de forages au Gabon et à de nouveaux projets en Angola et au Venezuela.

Faillite de Thomas Cook : l'Espagne annonce 300 millions d'euros d'aides

TOURISME Le gouvernement espagnol a annoncé jeudi un plan d'environ 300 millions d'euros afin d'aider le secteur touristique face aux effets de la faillite du voyageur britannique Thomas Cook, dont l'Espagne était l'une des principales destinations. Les mesures concernent principalement les archipels des Canaries et des Baléares. Environ 400.000 touristes avaient acheté des billets pour cet hiver aux Canaries et 300.000 aux Baléares. Le plan prévoit des prêts et des baisses de taxes aériennes.

La plainte de 2.000 taxis contre Uber et Cabify en Espagne a été rejetée

TRANSPORT Un haut tribunal espagnol a jugé irrecevable jeudi la plainte collective présentée par 2.000 chauffeurs de taxis contre les plates-formes de véhicules de transport avec chauffeur (VTC) Uber et Cabify. Une association de chauffeurs de taxis, Elite taxi Barcelone, accusant les VTC de concurrence déloyale, avait annoncé en mai le dépôt de cette plainte collective pour escroquerie, blanchiment de capitaux, délits fiscaux et atteintes aux droits des travailleurs. L'audience nationale a conclu à « l'irrecevabilité de la plainte », ce qui peut faire l'objet d'un appel.

annonces judiciaires & légales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
PRÉFET DU VAL DE MARNE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PROCÉDURES
D'UTILITÉ PUBLIQUE
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - 94 038 CRÉTIL CEDEX
01 49 56 80 00 - www.val-de-marne.gouv.fr
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Joinville-le-Pont
Ouverture d'une enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac

Cette enquête dure 33 jours consécutifs, du jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre 2019 inclus.

Monsieur Manuel GUILLAMO, général en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Melun.

Celui-ci sera à la disposition du public, à la mairie de Joinville-le-Pont allée au 23 rue de Paris 94340 Joinville-le-Pont, dans le hall de l'hôtel de ville, aux dates et horaires suivants :

Date	Heure
Jeudi 24 octobre 2019	de 9h00 à 12h00
Vendredi 18 novembre 2019	de 9h00 à 12h00
Lundi 25 novembre 2019	de 14h00 à 17h00

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête (étalé sur feuilles non mobiles, cotées et paraphées par le commissaire enquêteur) seront tenus à la disposition du public à la mairie de Joinville-le-Pont.

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sur un poste informatique, au siège de l'enquête situé à la préfecture du Val-de-Marne - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique, 21-29 avenue du Général de Gaulle 94038 Créteil Cedex (3^e étage) du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le résumé non technique et le dossier d'enquête publique seront également consultables sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, à l'adresse suivante : <https://www.val-de-marne.gouv.fr/publications/JOE-Avis-d-Enquete-d-Enquetes-Publiques>

Outre le registre d'enquête prévu à cet effet en mairie, le public pourra consigner ses observations sur le registre au siège de l'enquête ou par correspondance à cette même adresse, à l'attention de Monsieur Manuel GUILLAMO, commissaire enquêteur.

Les remarques et propositions du public pourront également être formulées par voie électronique à l'adresse suivante : avis-souscriteur@val-de-marne.gouv.fr

Les contributions reçues par correspondance et par voie électronique seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

Toute information relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac pourra être demandée auprès du responsable de projet : Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) (Service nature paysage et ressources) - 12 Cours Louis Lumière CS727 94307 Vincennes Cedex (joelle.wall@developpement-durable.gouv.fr).

A la fin de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à la préfecture du Val-de-Marne ainsi qu'à la mairie de Joinville-le-Pont.

Les documents relatifs à cette enquête publique seront également mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, pendant un an, à l'adresse suivante : <https://www.val-de-marne.gouv.fr/publications/JOE-Avis-d-Enquete-d-Enquetes-Publiques>

EP19-637 enquête-publique@publlegal.fr

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points dicté.

Le calibrage de l'annonce est établi de fil à fil.

Les départements habilités sont 75, 78, 81, 92, 93, 94, 95 et 98.

LES ECHOS SOCIÉTÉS - LE PUBLICATEUR LÉGAL - LA VIE JUDICIAIRE

Annexe 6. b Annonce légale du 4 octobre 2019 dans le « Parisien-édition 94 »

VIII Le Parisien
VENDREDI 4 OCTOBRE 2019

ANNONCES 94 JUDICIAIRES & LÉGALES

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2019 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements :
80 (44 €) - 75 (5,50 €) - 77 (5,25 €) - 78 (5,25 €) - 81 (5,25 €) - 82 (5,50 €) - 83 (5,50 €) - 84 (5,50 €) - 85 (5,25 €) Paris HT à la ligne définies par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication de décembre 2018.

Enquête Publique

publilégal 1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.enquetes-publiques.fr
Tél : 01.42.96.96.58

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
PRÉFET DU VAL DE MARNE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PROCÉDURES
D'UTILITÉ PUBLIQUE
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - 94 038 CRÉTÉIL CEDEX
01 49 56 60 00 - www.val-de-marne.gouv.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Joinville-le-Pont
Ouverture d'une enquête publique relative au projet d'extension
du site classé de l'île Fanac

Code de l'Environnement

1^{ère} insertion
Par arrêté préfectoral n°201903044 du 30 septembre 2019 a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac présentée par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE).

Cette enquête durera 33 jours consécutifs, du jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre 2019 inclus.

Monsieur Manuel GUILLAMO, général en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Melun.

Celui-ci sera à la disposition du public, à la mairie de Joinville-le-Pont située au 23 rue de Paris 94340 Joinville-le-Pont, dans le hall de l'hôtel de ville, aux dates et horaires suivants :

- Jeudi 24 octobre 2019 de 9h00 à 12h00
- Samedi 16 novembre 2019 de 9h00 à 12h00
- Lundi 25 novembre 2019 de 14h00 à 17h00

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête (établi sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur) seront tenus à la disposition du public à la mairie de Joinville-le-Pont.

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sur un poste informatique, au siège de l'enquête situé à la préfecture du Val-de-Marne - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique, 21-29 avenue du Général de Gaulle 94038 Créteil Cedex (3^e étage) du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Le résumé non technique et le dossier d'enquête publique seront également consultables sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

Outre le registre d'enquête prévu à cet effet en mairie, le public pourra consigner ses observations sur registre au siège de l'enquête ou par correspondance à cette même adresse, à l'attention de Monsieur Manuel GUILLAMO, commissaire enquêteur.

Les remarques et propositions du public pourront également être formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquete-publique@val-de-marne.gouv.fr

Les contributions reçues par correspondance et par voie électronique seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

Toute information relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac pourra être demandée auprès du responsable de projet : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), (Service nature paysage et ressources) - 12 Cours Louis Lumière CS727 94307 Vincennes Cedex (joelle.well@developpement-durable.gouv.fr).

À la fin de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à la préfecture du Val-de-Marne ainsi qu'à la mairie de Joinville-le-Pont.

Les documents relatifs à cette enquête publique seront également mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, pendant un an, à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

EP19-537 enquete-publique@publilegal.fr

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION N1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le public est informé que, par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification n1 du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Cette délibération ainsi que le dossier correspondant seront tenus à la disposition du public à la direction urbanisme de l'EPT Paris-Est-Marne&Bois (2 place Ulysse à Joinville-le-Pont) du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et au pôle Urbanisme et Aménagement de la Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, 4^{ème} étage (Place Charles de Gaulle à Saint-Maur-des-Fossés) aux heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune.

La délibération approuvant la modification n1 du PLU est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public territorial et à la mairie de Saint-Maur-des-Fossés.

Constitution de société

Par acte SSP en date du 3 septembre 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
ETABLISSEMENT BAUDIN

Forme : SASU
Capital : 1000 euros
Siège Social : 200 rue Jean Jaures, 94700 Maisons-Alfort
Durée : 99 ans
Objet social : travaux d'installation d'eau et de gaz en tout locaux
Président : m. simon albert 11 square vitruve 75200 Paris
Immatriculation au RCS de CRETEIL

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MANDÉ

Le public est informé que, par arrêté n°2019-A-259 en date du 27 août 2019, le Président du territoire Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification simplifiée n2 du PLU de la commune de Saint-Mandé.

Cet arrêté définit les objectifs de la modification simplifiée. Le projet de modification aura notamment pour objet de procéder à :

- La rectification du seuil de construction de logements à partir duquel la construction de logements sociaux est rendue obligatoire.
- La mise à jour de l'inventaire du patrimoine bâti à préserver.
- La mise à jour des annexes.

Le projet de modification simplifiée n2 du PLU fera l'objet d'une mise à disposition du public, dont les modalités seront fixées par délibération du Conseil de Territoire.

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION N1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le public est informé que, par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification n1 du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Cette délibération ainsi que le dossier correspondant seront tenus à la disposition du public à la direction urbanisme de l'EPT Paris-Est-Marne&Bois (2 place Ulysse à Joinville-le-Pont) du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et au pôle Urbanisme et Aménagement de la Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, 4^{ème} étage (Place Charles de Gaulle à Saint-Maur-des-Fossés) aux heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune.

La délibération approuvant la modification n1 du PLU est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public territorial et à la mairie de Saint-Maur-des-Fossés.

Constitution de société

Par acte SSP en date du 3 septembre 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
ETABLISSEMENT BAUDIN

Forme : SASU
Capital : 1000 euros
Siège Social : 200 rue Jean Jaures, 94700 Maisons-Alfort
Durée : 99 ans
Objet social : travaux d'installation d'eau et de gaz en tout locaux
Président : m. simon albert 11 square vitruve 75200 Paris
Immatriculation au RCS de CRETEIL

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION N1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le public est informé que, par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification n1 du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Cette délibération ainsi que le dossier correspondant seront tenus à la disposition du public à la direction urbanisme de l'EPT Paris-Est-Marne&Bois (2 place Ulysse à Joinville-le-Pont) du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et au pôle Urbanisme et Aménagement de la Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, 4^{ème} étage (Place Charles de Gaulle à Saint-Maur-des-Fossés) aux heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune.

La délibération approuvant la modification n1 du PLU est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public territorial et à la mairie de Saint-Maur-des-Fossés.

Constitution de société

Par acte SSP en date du 3 septembre 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
ETABLISSEMENT BAUDIN

Forme : SASU
Capital : 1000 euros
Siège Social : 200 rue Jean Jaures, 94700 Maisons-Alfort
Durée : 99 ans
Objet social : travaux d'installation d'eau et de gaz en tout locaux
Président : m. simon albert 11 square vitruve 75200 Paris
Immatriculation au RCS de CRETEIL

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION N1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le public est informé que, par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification n1 du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Cette délibération ainsi que le dossier correspondant seront tenus à la disposition du public à la direction urbanisme de l'EPT Paris-Est-Marne&Bois (2 place Ulysse à Joinville-le-Pont) du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et au pôle Urbanisme et Aménagement de la Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, 4^{ème} étage (Place Charles de Gaulle à Saint-Maur-des-Fossés) aux heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune.

La délibération approuvant la modification n1 du PLU est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public territorial et à la mairie de Saint-Maur-des-Fossés.

Constitution de société

Par acte SSP en date du 3 septembre 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
ETABLISSEMENT BAUDIN

Forme : SASU
Capital : 1000 euros
Siège Social : 200 rue Jean Jaures, 94700 Maisons-Alfort
Durée : 99 ans
Objet social : travaux d'installation d'eau et de gaz en tout locaux
Président : m. simon albert 11 square vitruve 75200 Paris
Immatriculation au RCS de CRETEIL

AVIS AU PUBLIC

EPT PARIS-EST-MARNE&BOIS

MODIFICATION N1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le public est informé que, par délibération en date du 1^{er} octobre 2019, le conseil de territoire de l'établissement public territorial Paris-Est-Marne&Bois a approuvé la modification n1 du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés.

Cette délibération ainsi que le dossier correspondant seront tenus à la disposition du public à la direction urbanisme de l'EPT Paris-Est-Marne&Bois (2 place Ulysse à Joinville-le-Pont) du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h et au pôle Urbanisme et Aménagement de la Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, 4^{ème} étage (Place Charles de Gaulle à Saint-Maur-des-Fossés) aux heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune.

La délibération approuvant la modification n1 du PLU est affichée pendant un mois au siège de l'établissement public territorial et à la mairie de Saint-Maur-des-Fossés.

Constitution de société

Par acte SSP en date du 3 septembre 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
ETABLISSEMENT BAUDIN

Forme : SASU
Capital : 1000 euros
Siège Social : 200 rue Jean Jaures, 94700 Maisons-Alfort
Durée : 99 ans
Objet social : travaux d'installation d'eau et de gaz en tout locaux
Président : m. simon albert 11 square vitruve 75200 Paris
Immatriculation au RCS de CRETEIL

francemarchés.com
TOUS LES JOURS, TOUS LES MARCHÉS PUBLICS

**Le portail d'avis de marchés publics
le plus complet du web**

- Plus de 20.000 appels d'offres en cours
- 100% gratuit
- Alertes par email

Annexe 7. b Annonce légale du 29 octobre 2019 dans le « Parisien-édition 94 »

VIII MARDI 29 OCTOBRE 2019

ANNONCES 94 JUDICIAIRES & LÉGALES

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2019 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 (4,46 €) - 75 (5,50 €) - 77 (5,25 €) - 78 (5,25 €) - 82 (5,50 €) - 83 (5,50 €) - 84 (5,50 €) - 85 (5,25 €) tarifs HT à la ligne définis par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication de décembre 2018.

Enquête Publique

publilégal 1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.enquetes-publiques.fr
Tél : 01.42.96.96.58

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
PRÉFET DU VAL DE MARNE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PROCÉDURES
D'UTILITÉ PUBLIQUE
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - 94 038 CRÉTIL CEDEX
01 49 56 00 00 - www.val-de-marne.gouv.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Commune de Joinville-le-Pont
Ouverture d'une enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac

Code de l'environnement

2^{ème} insertion

Par arrêté préfectoral n°2019/3044 du 30 septembre 2019 a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac présentée par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE).

Cette enquête durera 33 jours consécutifs, du jeudi 24 octobre 2019 au lundi 25 novembre 2019 inclus.

Monsieur Manuel GUILLAMO, général en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Melun.

Celui-ci sera à la disposition du public, à la mairie de Joinville-le-Pont, située au 23 rue de Paris 94340 Joinville-le-Pont, dans le hall de l'hôtel de ville, aux dates et heures suivantes :

- Jeu. 24 octobre 2019 de 9h00 à 12h00
- Samedi 19 novembre 2019 de 9h00 à 12h00
- Lun. 25 novembre 2019 de 14h00 à 17h00

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête (établi sur feuilleton non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur) seront tenus à la disposition du public à la mairie de Joinville-le-Pont.

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sur un poste informatique, au siège de l'enquête situé à la préfecture du Val-de-Marne - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique, 21-29 avenue du Général de Gaulle 94038 Créteil Cedex (3^e étage) du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le résumé non technique et le dossier d'enquête publique seront également consultables sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

Outre le registre d'enquête prévu à cet effet en mairie, le public pourra consigner ses observations sur registre au siège de l'enquête ou par correspondance à cette même adresse, à l'attention de Monsieur Manuel GUILLAMO, commissaire enquêteur.

Les remarques et propositions du public pourront également être formulées par voie électronique à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@val-de-marne.gouv.fr

Les contributions reçues par correspondance et par voie électronique seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

Toute information relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac pourra être demandée auprès du responsable de projet : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE), (Service nature paysage et ressources) - 12 Cours Louis Lumière CS727 94307 Vincennes Cedex (Ile de France) ve@developpement-durable.gouv.fr

A la fin de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à la préfecture du Val-de-Marne ainsi qu'à la mairie de Joinville-le-Pont.

Les documents relatifs à cette enquête publique seront également mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, pendant un an, à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

EP19-537 enquete-publique@publilegal.fr

publilégal 1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.enquetes-publiques.fr
Tél : 01.42.96.96.58

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
PRÉFET DU VAL DE MARNE
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Code de l'environnement

La société CLAMENS, a présenté au préfet du Val-de-Marne une demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter, au 6 rue Léon Mauvais à VITRY-SUR-SEINE, une station de déshydratation de déchets et de forage des tranchées T2A et T3A de la ligne « 15 Sud » du réseau du Grand Paris Express, répertoriée dans la nomenclature des ICPE selon les rubriques R 2791-1 (A) et R 2716-1 (E).

L'arrêté préfectoral 2019/3390 du 24 octobre 2019, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet, du lundi 18 novembre 2019, à partir de 8 h30, au mercredi 18 décembre 2019, jusqu'à 18h00 inclus.

Mme Marie-Josée ALBARET-MADARAC, chargée de mission à Gaz de France en retraite, a été désignée commissaire-enquêteur pour cette enquête.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture du Val-de-Marne, 21/29 avenue du Général de Gaulle, 94038 CRÉTIL CEDEX.

Le dossier d'enquête sera mis à disposition du public, du lundi 18 novembre 2019, à partir de 8 h30, au mercredi 18 décembre 2019, jusqu'à 18h00 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, dans les mairies de :

VITRY-SUR-SEINE 2, avenue Youri-Gagarine
ALFORTVILLE Place François Mitterrand
CHOISY-LE-ROI Place Gabriel Péri
CRÉTIL Place Salvador Allende
Direction des services techniques

MAISONS-ALFORT
118 avenue du Général de Gaulle
THIAIS Rue Maurepas

Le public pourra consigner ses observations et propositions dans les registres d'enquête ouverts à cet effet, préalablement cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur, qui seront mis à disposition dans les communes de VITRY-SUR-SEINE, ALFORTVILLE, MAISONS-ALFORT, CRÉTIL, CHOISY-LE-ROI et THIAIS aux adresses mentionnées ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le dossier d'enquête publique et l'avis de l'autorité environnementale seront consultables, sous format numérique, sur le site internet de la Préfecture à l'adresse suivante : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

Le dossier d'enquête sera également mis à disposition du public, sous format numérique, à l'adresse internet suivante : <http://autorisation-icpe-et-station-de-shydratation-forage-ligne15sud.enquetespubliques.net>

Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête, sous format numérique, sur un poste informatique dédié à la préfecture du Val-de-Marne, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Toute information relative au projet pourra être demandée auprès de : CLAMENS - rue des Carrières - CS 17170 - 77720 Villeparisis

Le public pourra également transmettre ses observations et propositions :

- sur le registre électronique à l'adresse suivante : <http://autorisation-icpe-et-station-de-shydratation-forage-ligne15sud.enquetespubliques.net>
- par correspondance, à l'attention de Mme Marie-Josée ALBARET-MADARAC, commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête en préfecture du Val-de-Marne - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique - 21-23 avenue du Général de Gaulle à Créteil - 94038 Créteil Cedex ;
- par voie électronique à l'adresse mail de la préfecture du Val-de-Marne : pref-environnement@val-de-marne.gouv.fr

Ces observations et propositions seront mises en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne.

Les observations et propositions reçues par correspondance et par voie électronique à l'adresse mail de la préfecture du Val-de-Marne (pref-environnement@val-de-marne.gouv.fr) seront annexées au registre d'enquête et tenues à la disposition du public, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête.

La commissaire-enquêteur assurera les **trois permanences** suivantes :

- deux permanences seront assurées à la mairie de VITRY-SUR-SEINE, située 2 avenue Youri Gagarine, aux jours et heures suivants :
Lundi 18/11/19 De 8h30 à 11h30
Mercredi 18/12/19 De 15h00 à 18h00
- une permanence sera assurée au Centre local municipal de la mairie d'ALFORTVILLE, située 3 rue du Capitaine Alfred Dreyfus, au jour et à l'heure suivants :
Samedi 23/11/19 De 9h00 à 12h00

Copie du rapport et des conclusions de la commissaire-enquêteur seront adressées aux maires des communes où s'est déroulée l'enquête publique pour y être tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents seront mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne pendant la même durée.

A l'issue de la procédure, le Préfet du Val-de-Marne prendra, par arrêté préfectoral, une décision d'autorisation ou de refus de la demande présentée par la société CLAMENS.

EP 19-604 enquete-publique@publilegal.fr

Avis divers

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
21,29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
94038 CRÉTIL CEDEX
Tél : 01 49 56 00 00
www.val-de-marne.gouv.fr

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC
Installations classées soumises à enregistrement
Code de l'environnement
Art. L513-1, L513-2 à L513-7 & R513-46 à R513-48-30

La

SOCIÉTÉ FRANCIENNE DE BÉTON

a présenté au Préfet du Val-de-Marne, une demande pour l'enregistrement sur le territoire de la commune de VALENTIN, au lieu-dit L'Hôpital, de ses activités de fabrication de béton prêt à l'emploi consistant dans les installations classées assujetties aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 8 août 2011 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté préfectoral n°2019/3361 du 22 octobre 2019 a ouvert une consultation du public sur ce dossier de demande d'enregistrement du lundi 18 novembre 2019 au dimanche 15 décembre 2019 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de VALENTIN, située 1 Chemin de la Ferme de l'Hôpital - 94460 VALENTIN, aux heures d'ouverture suivantes :

- Le lundi de 13h30 à 17h00
- Du mardi au vendredi de 9h00 à 12h et de 13h30 à 17h00

Les observations du public pourront également être adressées avant la fin du délai de consultation, soit jusqu'au 15 décembre 2019 :

- par courrier à la Préfecture du Val-de-Marne à l'adresse suivante :
- par courrier électronique : pref-environnement@val-de-marne.gouv.fr

A l'issue de la consultation du public, le registre sera clos et signé par le maire de VALENTIN et transmis avec les observations du public au Préfet du Val-de-Marne, compétent pour prendre la décision relative à la demande d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par arrêté ministériel, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Le délai de la consultation est mis en ligne sur le site internet de la préfecture : <http://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/AOEP-Avis-d-Ouverture-d-Enquetes-Publiques>

AVIS DE SAINTE DE L'ÉDARCE
UNIVERSSEL - DÉLAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil
Article L378-3 du Code de procédure civile
N°2018-1547 du 28 novembre 2018

Suivant testament olographe en date du 27 septembre 2018,

MADAME YVONNE MARITHE STRITTMATTER, en son vivant retraitée, demeurant à VILLEJUIF (94800) 8 allée Berthel, née à VITRY-SUR-SEINE (94400) le 18 mai 1926, veuve de Monsieur Jean Emile Albert GAMI et non mariée, a déposé à SARNEVILLE-CARTIERE (93070) (FRANCE), le 27 juillet 2018, un testament olographe. Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Me Pierre-Louis BLEICHER, Notaire Apocryphe à SARNEVILLE-CARTIERE (93070), le 12 rue du P. M. L. le 4 octobre 2018, depuis le résultat que le légataire rempli les conditions de sa validité. Opposition à l'exécution de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès de Me BLEICHER, notaire susnommé, chargé du règlement de la succession, référence CH-19501, 50002, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal de grande instance de CRÉTIL, de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour insertion
Me Pierre-Louis BLEICHER

KANDBAZ

La domiciliation nouvelle génération

Kandbaz propose une gamme complète de services pour créer votre entreprise et la développer.

Domiciliation. Création d'entreprise. Location de bureaux

01 44 70 70 70 www.kandbaz.com

AU FIL DES SAISONS HUNGIS

Forme : SASU
Capital : 5000 euros
Siège social : 22 Avenue du colonel Fabien, 94400 Vitry Sur Seine
Durée : 99 ans
Objet social : Vente fruits et légumes, Epicerie et produits laitiers
Cession d'actions et agréments : La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Président : H. LEMASSON 1 rue 22 Avenue du colonel Fabien 94400 Vitry Sur Seine
Immatriculation au RCS de CRÉTIL.

Par acte SSP en date du 20/10/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :

IDF PLOMBIER

Forme : SASU
Capital : 5000 euros
Siège social : 5 route de l'ouest, 94380 BONNEUIL SUR MARNE
Durée : 99 ans
Objet social : Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux.
Président : H. GHOMMIDH Hamza, demeurant 8 rue d'auquaine 94450 LIMEIL BELLEVILLE
Immatriculation au RCS de CRÉTIL.

HELA

SAS au capital de 500 EUROS
Siège social : 14 rue de la croix verte 80100 Montataire
RCS N° 85330348 de COMPIÈGNE

L'AGE du 25/09/2018 a décidé de transférer le siège social au 18 rue nantes regles, 94400 Chelles le rel à compter du 25/09/2018.
Gérant : Monsieur AMORH Lahou, président, demeurant au 14 rue de la croix verte-80100 Montataire
En conséquence, elle sera immatriculée au RCS de CRÉTIL.

HR SEU

SASU au capital de 1 000 EUROS
Siège social : 10 AVE CARNOT 94180 MILLEVEUX SAINT GEORGES
RCS N° 842443178 de CRÉTIL

L'AGE du 02 MAI 2018 a décidé de transférer le siège social au 4 RUE DE BREVENNES, 94470 BOISSY SAINT LÉGER à compter du 02 MAI 2018.
Gérant : H. SEU Eugénie, Président, demeurant 4, rue de Brevennes 94470 BOISSY SAINT LÉGER
En conséquence, elle sera immatriculée au RCS de CRÉTIL.

SARL CREATION DIFFUSION TÊME

au capital de 7522 euros
Siège social :
CENTRE COMMERCIAL PINEVEYAT 94430 CHEVENEVERES SUR MARNE
RCS CRÉTIL : 892 280 842 20023

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 2018, il résulte que :
Les associés ont décidé la dissolution anticipée par cessation d'activité de la société à compter du 25 octobre 2018 et sa mise en liquidation.
L'assemblée générale suivante a nommé comme Liquidateur : Monsieur Orlène TÊME, demeurant 14, rue de Sévigné 94450 DRÈSSON SUR MARNE avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé au 14, rue de Sévigné 94450 DRÈSSON SUR MARNE, à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Créteil.
Mention sera faite au RCS de CRÉTIL

Enquête publique relative au projet d'extension du site classé de l'île Fanac sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont

59

Annexe 8 : Certificat d'affichage

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Hôtel de Ville
23 rue de Paris - B.P. 83
94344 JOINVILLE-LE-PONT

Téléphone : 01 49 76 60 00
Télécopie : 01 48 89 53 19

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES
CL/JB

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE
AVIS D’ENQUETE PUBLIQUE**

Le Maire de Joinville-le-Pont, Conseiller Régional d’Ile-de-France certifie avoir affiché
du 4 octobre 2019 jusqu’au 25 novembre 2019

L’arrêté préfectoral portant ouverture d’une enquête publique sur le projet d’extension
du site classe de l’île Fanac.

1 – panneau métamorphose
2 – entrée de la Mairie
3 – Ile Fanac

Fait à Joinville-le-Pont, le 27 novembre 2019


Maire de Joinville-le-Pont
Conseiller Régional d’Ile-de-France

Toute la correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire
Site internet : www.joinville-le-pont.fr - Adresse électronique : courrier@joinvillele-pont.fr

Annexe 9. a Procès-verbal

Procès-verbal de synthèse :

A l'issue de l'enquête publique relative à :

au projet d'extension du site classé de l'île Fanac sur le territoire de la commune de **Joinville-le-Pont** (Val-de-Marne) qui a duré 33 jours consécutifs du jeudi 24 octobre au lundi 25 novembre 2019 inclus.

Conformément à l'Arrêté d'Ouverture d'Enquête (AOEP) n° 2019/3044 du 30 septembre 2019, établi par M. le Préfet du Val-de-Marne, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public, afin de lui présenter le dossier et recueillir ses observations, lors de trois permanences qui se sont tenues aux lieux, jours et heures suivants :

Date	Jour	Lieu	Horaire
24 octobre 2019	Jeudi	Mairie	9 H à 12 H
16 novembre 2019	Samedi	Mairie	9 H à 12 H
25 novembre 2019	Lundi	Mairie	14 H à 17 H

Conformément aux dispositions de l'article R.123-18-2^{ème}alinéa du code de l'environnement, le Commissaire Enquêteur a dressé le présent Procès-Verbal de Synthèse, représentant l'ensemble des courriers et observations recueillis au cours de cette enquête en demandant au Maître d'ouvrage, le maire de Vitry-sur-Seine, de produire dans les 15 jours un mémoire en réponse.

Ce Procès-verbal lui est remis ce jour en mains propres. Au total :

Le registre mis à la disposition du public à la mairie de Joinville-le-Pont comporte 7 observations (dont 6 riverains de l'île Fanac : M. Jean-Louis ESTEVE, Mme Geneviève AITKEN, M. Jean-Eudes FONTAN, Mme Patricia LE GONIDEC, M. Nicolas GABORIEAU et Mme Georges SEROR) numérotés de 01 à 07 et aucun courrier.

Aucune observation sur le registre électronique de la Préfecture du Val-de-Marne

Au total 12 personnes physiques se sont manifestées dont 2 élus (Maire et adjoint à l'urbanisme). Le commissaire enquêteur a posé 2 questions.

Le tableau ci-après récapitule les 10 thèmes évoqués :

Annexe 9 b Procès-verbal

3

THEMES	T1 : avantages /inconvénients	T2 : entretien berges	T3 : entretien chemin	T4 : Elagage des arbres	T5 : panneaux
Total Observations	2	2	2	2	1
Observations concernées	1°-5°-7°	1°-5°-7°	1°-2°-7°	4°-5°-7°	2°-7°
Rang	1°	1°	1°	1°	5°
THEMES	T6 : chambres à mines	T7 : marchepied	T8 : réseaux	T9 : qualité paysagère	T10 : hygiène et sécurité
Total Observations	1	1	1	1	1
Observations concernées	2°	5°	2°	6°	7°
Rang	6°	6°	6°	6°	6°

L'essentiel des observations porte sur les avantages et inconvénients du classement de l'île Fanac, l'entretien des berges, du chemin et des arbres.

M. le maire de Joinville M. Olivier Dosne se dit très concerné par l'aspect paysager du site et l'entretien des berges et du chemin périphérique de l'île Fanac. Il veut même construire une échelle des crues à la pointe sud de l'île Fanac.

A l'issue de ce mémoire en réponse, le commissaire enquêteur apportera sous chacune des remarques son appréciation dans le cadre de son rapport.

A Vincennes, le 2 décembre 2019

L'inspectrice des sites à la DRIEE
Service Nature, paysage et ressources
Madame Joëlle WEILL

Le commissaire- enquêteur
Manuel GUILLAMO

